

Tel : 02.33.96.20.34 / 06.76.96.30.66
E-mail : mmorisset.execo@orange.fr

N° Opération : 0507254070C2

Opération :
Réaménagement de l'agence de FLERS

Maître d'ouvrage :



Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Orne

Opération de catégorie 2

Coordination Sécurité et Protection de la Santé
Plan Général de Coordination

	3			
	2			
	1			
22 septembre 2025	0	Création du document		Marc MORISSET
Date d'établissement ou de modification	Indice version	Objet de la version ou de la mise à jour	Signatures	Rédacteur

Ce rapport comporte 98 pages dont 1 page de garde

SOMMAIRE

0. PREAMBULE – NOTE AUX INTERVENANTS :	4
1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION :	11
1.1. Présentation du projet :	11
1.2. Présentation des intervenants :	14
1.3. Autorisation administratives – Renseignements administratifs :	15
2. MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR :	17
2.1. Contraintes d'environnement de site :	17
2.2. Mesures d'organisation générale :	25
3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE ET LES SUJETIONS QUI EN DECOULENT :	54
3.1. Protections collectives :	54
3.2. Protections individuelles :	59
3.3. Voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales :	59
3.4. Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels :	60
3.5. Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés :	60
3.6. L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale :	60
3.7. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site :	63
4. SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER :	65
4.1. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure :	65
4.2. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages :	65
4.3. Risques environnementaux liés à la présence de chantier en proximité :	65
5. MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT :	66
5.1. Cantonnements et nettoyages des cantonnements :	66
5.2. Nettoyages de chantier :	66
5.3. Bennes et enlèvement des déchets. Stockage et enlèvement recyclage des déchets, remblais :	68
6. RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE :	69
6.1. Procédure d'organisation des secours :	69
7. MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS :	70
7.1. Modalités pour chantier non soumis à C.I.S.S.C.T. :	70
7.2. Protocoles ou conventions interentreprises :	70
7.3. Clauses à insérer dans les marchés de travaux et de maîtrise d'œuvre :	70
7.4. Sous-traitance :	70
7.5. Intérimaires :	71
8. A PRENDRE EN COMPTE :	72
8.1. Référentiel réglementaire et recommandations :	72
8.2. Texte du décret :	76
9. AMIANTE, veille des textes reglementaires :	78
10. ANNEXES AU PGC sPS :	81
10.1. TRAME PPSPS aux entreprises :	81

Nb : Ces renseignements se trouvent dans le PGC.....	82
I - RENSEIGNEMENTS GENERAUX	83
1.1 - L'entreprise :.....	83
1.2 - Le chantier :.....	83
1.3 - Le planning et l'organisation horaire :	83
II - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ORGANISATION DU CHANTIER	84
2.1. - Hygiène et conditions de travail du personnel de chantier :	84
2.2 - Surveillance médicale spéciale :	84
III - MESURES DE SECURITE APPLICABLES AUX INTERVENTIONS DE L'ENTREPRISE SUR LE CHANTIER.....	85
5 - AVIS / COMMENTAIRES / SIGNATURES.....	90
10.2. PERMIS DE FEU :.....	93
10.3. CLIN :	95
10.4. Fiche déclaration du sous-traitant :	96
10.5. Questionnaire préalable :.....	97
10.6. Fiche d'appels « EN CAS D'ACCIDENT » à compléter selon l'opération :	98

0. PREAMBULE – NOTE AUX INTERVENANTS :

0.1. Le Plan Général de Coordination P.G.C. en matière de Sécurité et de Protection de la Santé, établi par le Coordonnateur S.P.S. de l'opération (en concertation avec maître d'œuvre), constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises. Le P.G.C. CONCERNE L'ENSEMBLE DES INTERVENANTS. Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants (limité au premier rang) et travailleurs indépendants devront en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S) Des réunions de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé pourront être et seront organisées, les intervenants convoqués seront tenus d'être présents.

Conformément à l'article L 235-5 du code du travail, l'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des autres dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil (en conséquence il ne prescrira pas aux entreprises, s'agissant d'une mission de conseil).

En cas de discordance des pièces, c'est l'ordre des pièces du RC et du CCAP qui prévalent.

Les entreprises qui auraient besoin d'informations concernant les réglementations, ou des recommandations, peuvent s'adresser à la société Marc Morisset Coordination – EXECO chargée de la coordination sécurité du chantier.

0.2. Principales obligations des intervenants sur un chantier de bâtiment ou de génie civil.
(Références du Code du travail).

Les principales obligations du maître d'ouvrage

Obligations de faire :

- ✓ Appliquer les principes généraux de prévention : L.4531-1 – R.4532-2
- ✓ Déclarer les opérations de niveau I et II : L.4531-2 – R.4532-2
- ✓ Désigner le coordonnateur compétent, doté de l'autorité et des moyens nécessaires à sa mission : L.4532-3/L.4532-4/L.4532-5 – R.4532-22/R.4532-4/R.4532-5/R.4532-6
- ✓ Réaliser les VRD préalables pour les opérations de bâtiment > à 760 000€ : R.4533-1
- ✓ Organiser les rapports entre maître d'œuvre, entreprises et coordonnateur : L.4532-5 – R.4532-22/R.4532-6/R.4532-40/R.4532-8/R.4532-7
- ✓ Conserver le PGCSPS et le plan général simplifié pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage : R.4532-51
- ✓ Conserver et transmettre de DIUO : L.4532-16 – R.4532-97
- ✓ Constituer le CISSCT : L.4532-10/L.4532-11 – R.4532-77 à R.4532-94
- ✓ Se concerter avec les autres maîtres d'ouvrages en cas de pluralité d'opérations, avec risque d'interférence : L.4531-3

Obligations de faire faire :

- ✓ Veiller à la mise en application des principes généraux de prévention : L.4531-1 – R.4532-11
- ✓ Faire établir le PGCSPS ou le plan général simplifié par le coordonnateur : L.4532-8 – R.4532-42 à R.4532-54
- ✓ Faire ouvrir le registre-journal de la coordination par le coordonnateur : R.4532-12
- ✓ Faire constituer le DIUO par le coordonnateur : L.4532-16 – R.4532-95/R.4532-98

Les principales obligations du coordonnateur

- ✓ Etre expérimenté et compétent : R.4532-17 à R.4532-29/R.4532-30/R.4532-37
- ✓ Ouvrir et compléter le registre-journal de la coordination : R.4532-38
- ✓ Appliquer les principes généraux de prévention : L.4531-1 – R.4532-11
- ✓ Participer aux réunions organisées notamment par le maître d'ouvrage : L.4532-3 – R.4532-6/R.4532-8
- ✓ Elaborer et tenir à jour le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS) (Opérations de 1^{er} et 2^{ème} catégories) L.4532-8 – R.4532-12/R.4532-45 à R.4532-47
- ✓ Arrêter les mesures générales de concertation avec le maître d'œuvre : L.4532-3 – R.4532-8
- ✓ Harmoniser les PPSPS dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS) : R.4532-48
- ✓ Définir les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, appareils de levage, accès provisoires : R.4532-12.
- ✓ Assurer le passage des consignes avec le coordonnateur de réalisation – Organiser la coordination entre les différentes entreprises – Constituer et compléter, éventuellement, le DIUO – Tenir compte des interférences sur le site – Procéder aux visites du chantier avec les entreprises – Elaborer le projet de règlement CISSCT : R.4532-12
- ✓ Présider le CISSCT : R.4532-15
- ✓ Faire adopter le règlement du CISSCT : R.4532-92
- ✓ Conserver le RJC pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage : R.4532-41
- ✓ Etablir et tenir à jour un plan général simplifié lorsque l'opération comporte des travaux à risques particuliers (opérations de 3^{ème} catégorie) : R.4532-52 à R.4532-54.

Les principales obligations du maître d'œuvre

- ✓ Appliquer les principes généraux de prévention : M.4531-1
- ✓ Participer aux travaux du CISSCT : L.4532-11 à L.4532-15 – R.4532-78 à R.4532-94
- ✓ Appliquer les règles fixées aux articles L.235-1 (dernier alinéa) ; L.235-2 ; L.235-4 ; L.235-6 ; L.235-7 ; L.235-10 ; L.235-11 ; L.235-12 et L.235-15, L.4532-2
- ✓ Coopérer avec le coordonnateur pendant la phase de conception et de réalisation en l'associant aux réunions et lui transmettant ses études L.4532-5 et L.4532-6 – R.4532-6 à R.4532-8/R.4532-14 à R.4532-15
- ✓ Viser les observations du coordonnateur portées au registre-journal de la coordination et lui répondre le cas échéant : R.4532-40
- ✓ Arrêter les mesures générales en concertation avec le coordonnateur SPS : R.4532-44 à R.4532-46

Les principales obligations de l'entrepreneur, du travailleur indépendant ou du sous-traitant

- ✓ Respecter et appliquer les principes généraux de prévention L.4121-1 à L.4121-5/L.4531-1
- ✓ Rédiger et tenir à jour les PPSPS, les transmettre aux organismes officiels (IT, CRAM et OPPBTP), au coordonnateur ou au maître d'ouvrage, et les conserver pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage : L.4532-9 – R.4532-56 à R.4532-76/R.4532-75 et R.4532-76
- ✓ Participer et laisser participer les salariés au CISSCT : L.4532-10/L.4532-15 – R.4532-77 à R.4532-94/R.4532-94
- ✓ Respecter les obligations résultant du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS) ou du plan général simplifié – Respecter les obligations issues du livre II du code du travail, notamment les grands décrets techniques (8 janvier 1965 etc.) : L.4532-1 à L.4532-9/L.4532-10 à L.4532-15/4^{ème} partie du code du travail dont : R.4323-58 à R.4323-90/R.4534-1 à R.4534-156/R.4535-1 à R.4534
- ✓ Viser le registre-journal de la coordination et répondre aux observations ou notifications du coordonnateur : R.4532-38.
- ✓ L'employeur a une obligation de moyen et de résultat : l'employeur s'assurera et garantira à la bonne application des règles sanitaires coronavirus covid-19 par ses salariés, en précisant la personne référente, informée, formée, agréé risques sanitaires pour l'opération concernée. Article L. 4121-1 du code du travail : « l'employeur est tenu de prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des salariés ».

0.3. A prendre en compte pour l'ensemble des intervenants sur ce chantier :

- ✓ **Risques principaux sur ce chantier :** Chutes des personnes de plain-pied de hauteur – Ensevelissement, enfouissement, éboulement – Les conflits de circulation, encombrements de chantier = Risques de collisions, heurts de piétons, renversement d'engins – Rupture et renversement des appareils de levage – Chutes d'objets ; Ecrasement. Coupures ; Eclat ; Chocs ; Pincements ; Port de charges (manutention) – Poussières = cancérigènes, les procédés dégageant des poussières de silice cristalline – Bruit – Les réseaux aériens et enterrés = Risques d'électrification, Electrocutation, Explosion, Emanation de gaz. La soudure = Risque d'étincelle, incendie explosion – Brulures ; Emanations de produit toxique ; Allergie ; Troubles Musculo-Squelettiques, douleurs dorsales, aux genoux et articulaire – Risques d'addictions, alcool, drogues (cannabis), médicaments (psychotropes) – Risque routier, déplacements des trajets, domicile/entreprise, ou domicile/chantier, ou entreprise/chantier. Usage excessif et non approprié du smartphone, perte d'attention, de concentration.
 - ➔ Cette liste des risques est non exhaustive, le chef d'établissement devra se rapporter aux activités spécifiques de son activité.
 - ➔ Voir liste ci jointe de A à Z Art 4 – 156.
- ✓ **A mettre en place :** Le respect de la 4^{ème} partie du code du travail : Santé et Sécurité ; Appliquer et faire appliquer les principes généraux de prévention. Eviter les risques à la source, l'analyse des risques, les modes opératoires. La mise en place, le maintien et l'entretien des protections collectives ; Le respect du code de la route ; Le port des E.P.I. port du baudrier réfléchissant ; Balisage, signalisation, guidage et dévoisement ; Nettoyage de son poste de travail, évacuation des gravats ; Utilisation de blindages, talutage, signal sonore de recul, gyrophare. Formation Gestes et Postures au Travail. Campagne de sensibilisation aux risques d'addictions.
- ✓ **La Visite d'Inspection Commune (VIC).** Chaque entreprise a l'obligation de faire la VIC avec le csps avant leur arrivée sur le chantier.
- ✓ **Chaque entrepreneur doit établir et transmettre au Coordonnateur SPS son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Sante (PPSPS) + Mode opératoire.** Dans leur PPSPS, les entreprises doivent décrire entre autres, les modes opératoires qu'elles comptent utiliser, ainsi que les moyens matériels prévus. La description des risques qui pourrait en découler devra porter également sur les risques vis-à-vis d'autres travailleurs du chantier et proposer les moyens de protections collectives que l'entreprise compte mettre en place pour parer à ces risques.
 - ➔ En 3 exemplaires (Art. L 4532-9). L'entreprise devra diffuser UN exemplaire à l'Inspection du Travail (Papier), UN exemplaire au csps, (E-mail ou papier) et UN exemplaire papier sera porté à disposition dans le bureau de chantier. Y compris sous-traitant.
 - ➔ Chaque entreprise a **30 jours** après la notification de leur marché par le Maître de l'Ouvrage pour présenter leur ppsps au csps avec photographies des intervenants compagnons. Y compris sous-traitant.
 - ➔ Les entreprises ont un **délai de prévenance de 10 jours** auprès du csps avant leur arrivée sur le chantier.
- ✓ **L'arrêt du poste de travail par le CSPS, dans quel cas ?**
 - ➔ **Danger Grave et Imminent (D.G.I.) :**
 - *Dans quels cas :*
 - Risque de chute de hauteur,
 - Risque d'ensevelissement,
 - Présence de matériaux contenant de l'amiante.
 - *Ne pas intervenir, c'est :*
 - La mise en danger d'autrui,
 - Ne pas porter assistance à personne en danger,
 - Une faute inexcusable,
 - En cas d'accident mortel, c'est le risque d'inculpation d'homicide involontaire.
 - *Comment il s'applique :*
 - Le coordonnateur sps intervient directement auprès de l'entreprise afin de prendre les mesures d'urgences pouvant aller jusqu'à l'arrêt du poste de travail le temps de mettre en œuvre les moyens de prévention adéquats, et éventuellement demander le décalage des tâches auprès du Maître d'œuvre ou du pilote (O.P.C.) en cas de coactivité présentant des dangers particuliers.
 - Le coordonnateur sps informe immédiatement l'entreprise, le maître d'œuvre de la situation et des remarques qu'il a été conduit à signaler et à consigner dans le Registre Journal. Si ces remarques n'étaient pas suivies d'effets ou étaient contestées, il en informera le Maître de l'ouvrage, pour que ce dernier prenne en compte les mesures nécessaires qu'il estime justifiées.

0.4. Neuf principes guident à chaque instant les actions de celles et de ceux qui s'impliquent dans la lutte contre les risques professionnels.

Les 9 Principes Généraux de Préventions, inscrits dans le Code du Travail (article L. 4121-2)

Éviter les risques

Supprimer le danger ou l'exposition à celui-ci.

Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités

Apprécier leur nature et leur importance afin de déterminer les actions à mener pour assurer la sécurité et garantir la santé des travailleurs.

Combattre les risques à la source

Intégrer la prévention le plus en amont possible, notamment dès la conception des lieux de travail, des équipements ou des modes opératoires.

Adapter le travail à l'Homme

Concevoir les postes de travail et choisir les équipements, les méthodes de travail et de production pour limiter notamment le travail monotone, cadencé ou pénible. Par exemple, la phase d'évaluation des risques peut permettre de repérer des plans de travail d'une hauteur inadaptée pour les salariés (entraînant des contraintes importantes et des efforts inutiles). Ce plan peut être surélevé ou abaissé pour diminuer le risque d'atteintes ostéoarticulaires.

Tenir compte de l'évolution de la technique

Assurer une veille pour mettre en place des moyens de prévention en phase avec les évolutions techniques et organisationnelles.

Remplacer ce qui est dangereux par ce qui ne l'est pas ou par ce qui l'est moins

Éviter l'utilisation de procédés ou de produits dangereux lorsqu'un même résultat peut être obtenu avec une méthode présentant des dangers moindres (le remplacement d'un produit cancérogène par un produit moins nocif, ou l'utilisation de peintures sans solvant, par exemple).

Planifier la prévention

Intégrer dans un ensemble cohérent la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'environnement. En cas d'intervention de plusieurs entreprises sur un même lieu, organiser la prévention en commun.

Prendre des mesures de protection collective

L'employeur doit donner la priorité aux mesures de protection collective. L'utilisation des équipements de protection individuelle intervient uniquement en complément des protections collectives si elles se révèlent insuffisantes.

Donner les instructions appropriées aux travailleurs

Donner aux salariés les informations nécessaires à l'exécution de leurs tâches dans des conditions de sécurité optimales. Il s'agit notamment de leur fournir les éléments nécessaires à la bonne compréhension des risques encourus et ainsi de les associer à la démarche de prévention. Ces principes doivent être mis en œuvre en respectant les **valeurs essentielles** et les **bonnes pratiques de prévention**. Ces principes montrent le caractère plurifactoriel (organisationnel, humain, technique...) des risques professionnels.

Les 9 principes généraux de prévention (PGP)	Principes appliqués par : maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre et coordonnateur SPS	Principes appliqués par les employeurs
1. Éviter les risques	X	X
2. Évaluer les risques	X	X
3. Combattre les risques à la source	X	X
4. Adapter le travail à l'homme		X
5. Suivre l'évolution de la technique	X	X
6. Remplacer le dangereux par le moins dangereux	X	X
7. Planifier la prévention (technique, organisation, conditions de travail)	X	X
8. Privilégier les protections collectives	X	X
9. Donner les instructions aux travailleurs		X

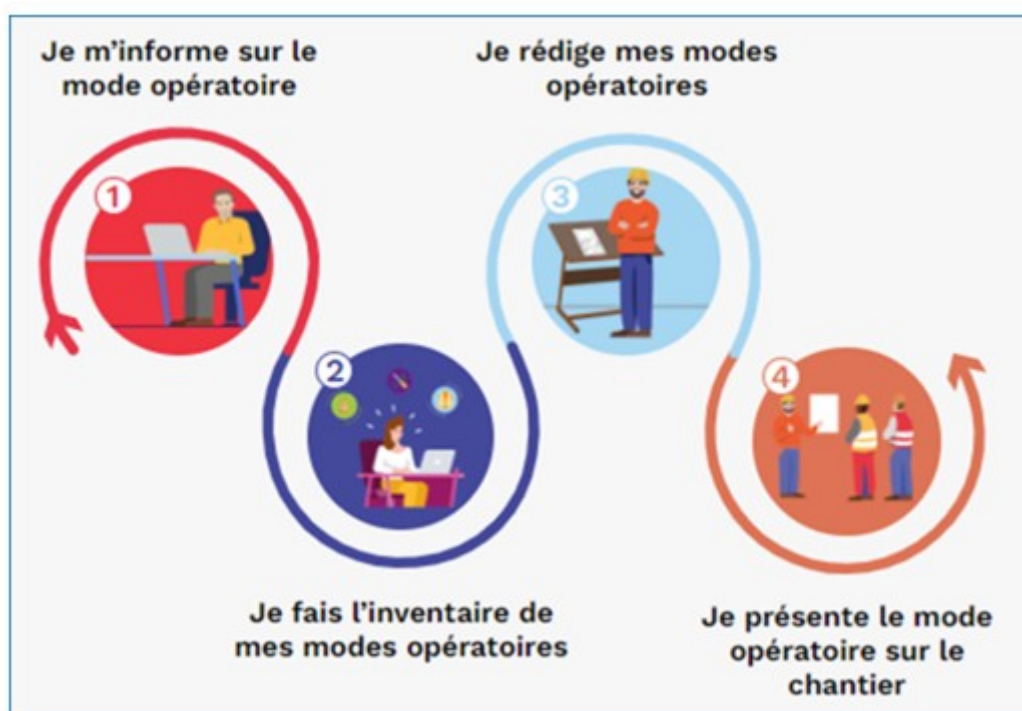
Evaluer, Anticiper, Protéger, Informer

**Limiter la co activité,
Appliquer les bonnes pratiques,
Chasses aux risques,
Hygiène,
Gestion des flux.**

Pour l'ensemble des travaux le poste de travail doit être conçu, installé ou équipé de manière à garantir la sécurité et préserver la santé des travailleurs. Pas de travailleur isolé.

Les installations de chantier en général, (*poste de travail, barrières, sanitaires, réfectoires, vestiaires, bureaux...*) devront être entretenues, nettoyées quotidiennement, maintenues en place et remplacées rapidement le cas échéant. Chacun est vigilant pour soi et pour les autres.

0.5. Parcours modes opératoires et PPSPS.



1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION :

1.1. Présentation du projet :

☐ La mission de coordination sécurité protection de la santé et d'hygiène :

Il s'agit d'effectuer un chantier temporaire et mobile de bâtiment et de génie civil dans un environnement clos et indépendant sous le Décret du 26 décembre 1994 et modifié en 2003.

Les protections collectives tant pour la circulation des riverains que pour les travaux seront à mettre en œuvre et à entretenir avec la plus grande attention.

Durant toute la durée de ces travaux, les entrepreneurs devront prendre toutes les dispositions nécessaires pour :

:

- Assurer la sécurité des tiers ;
- Laisser libre à la circulation les voies de dessertes ;
- Combattre à la source le bruit ;
- Combattre à la source la poussière
- Appliquer les gestes d'hygiène.

• Le coordonnateur SPS a été désigné – Article L.4532-4 du code du travail :

- ⇒ Ouverture du Registre Journal. Notification de la mission cspss daté du : [04 aout 2025](#)
- ⇒ Pour l'élaboration de ce document le coordonnateur SPS a été associé et convié à participer à la phase conception et APS : [non](#).
- ⇒ La phase conception de la mission SPS est menée par Monsieur [Marc MORISSET](#)
- ⇒ La phase réalisation de la mission SPS sera menée par Monsieur [Marc MORISSET](#)

• Dossier maître d'œuvre :

- ⇒ CCTP / Plans : [Architecte BOUL AND CO daté du 04/09/2025](#).

• Déclaration préalable – Article L.4532-1 du code du travail :

- ⇒ [Chantier de catégorie 2, réunissant Plus de 500 Hommes-Jours. Le Maître de l'Ouvrage a l'obligation de diffuser aux organismes de prévention la Déclaration Préalable pré remplie.](#)

- [Diffusion réalisée par le maitre d'ouvrage le :](#)

• DIUO – Article R.4532-95 du code du travail – (page n° 29 du présent pgc) :

- ⇒ [Les principes généraux de prévention devront être appliqués, conformément à la réglementation en vigueur.](#)

• CISSCT – Article L.4532-10 du code du travail :

- ⇒ Constitution et mise en place d'un Collège Inter-entreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail : [non. Estimation inférieure à 10 000 hommes/jours.](#)

☐ **Nature de l'opération de travaux :**

• **Dénomination et adresse de l'opération :**

- ⇒ Réaménagement de l'agence de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Flers. 53, impasse Fouchard 61100 FLERS

• **Destination :**

- ⇒ Administratif, bureaux
- ⇒ Type W – 5^{ème} catégorie
- ⇒ ERP

• **ICPE (Installation Classée pour la Protection de l'Environnement spécifique) :**

• **Mode de consultation des entreprises :**

- ⇒ Marché public

• **Mode de passation des marchés :**

- ⇒ Procédure adaptée

• **Le type de marchés :**

- ⇒ Travaux

• **Le projet consiste en :**

- ⇒ Le réaménagement de locaux existants dans un immeuble de centre-ville, constitué d'un RDC, R+1, sur sous-sol :
 - Distribution et cloisonnements
 - Remplacement des menuiseries extérieures
- ⇒ En site non occupé.
- ⇒ Et conformément au cctp et plans de l'architecte.

• **Désignation des lots avec description sommaire des travaux :**

- ➔ Lot n° 01 Démolition – Gros-œuvre – Faïence ;
- ➔ Lot n° 02 Menuiserie extérieures ;
- ➔ Lot n° 03 Plâquisterie – Menuiseries intérieures – Faux plafonds ;
- ➔ Lot n° 04 Peintures – sols souples ;
- ➔ Lot n° 05 Electricité ;
- ➔ Lot n° 06 Plomberie – Chauffage – Ventilation ;

- **Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s) :**
 - ⇒ **Six Lots**, pas d'entreprises connues à la rédaction de ce pgc :
 - Pas de sous-traitant connus à la rédaction de ce pgc.

- **Prévision d'effectif global et de pointe :**
 - ⇒ **Dix personnes maximums** et de pointe à un moment quelconque, en limitant les interventions simultanées, limitant autant que possible la co activité.
 - Estimation, 05 Hommes pendant 120 jours ou 4500 heures de travail, environ.

- **Durée globale des travaux :**
 - ⇒ **Suivant planning et phasage du maitre d'œuvre ;**
 - **Une tranche sans interruption : 06 mois / 26 semaines**
 - ↳ **Y compris la période de préparation de 01 mois / 04 semaines**
 - ↳ **Hors congés**
 - **Début prévisible des travaux : 4^{ème} trimestre 2025.**
 - **Plan de retrait amiante et plomb : *Sans objet pour ce pgc csps***

1.2. Présentation des intervenants :

- ⇒ *Maitre d'ouvrage :*
L'Assurance Maladie
Département Gestion du Patrimoine
34, place Bonet– 61012 Alençon
Tel : 02.33.32.35.28
Représentée par Monsieur **Thierry LEBRASSEUR**, Responsable
Tel : 07.63.13.24.05
Email : thierry.lebrasseur@assurance-maladie.fr
- ⇒ *Maitre d'œuvre de conception et réalisation :*
BOUL AND CO, sarl d'architecture
60, rue de la 11^{ème} DBB – 61100 FLERS
Tel : 02.33.38.69.58
Email : j.bouland.architecte@orange.fr
Monsieur Adrien PRUNIER
Tel : 06.10.16.15.82
- ARQUAD – Economiste**
21, rue de Domfront – 61100 FLERS
Tel : 02.33.62.29.97
Email : contact@arquad.fr
- ⇒ *Diagnostic Amiante / Plomb et parasite :*
ALIZE – ORNE EXPERTISE
Route de Domfront – 61100 FLERS
Tel : 02.33.64.05.99 / 02.33.62.2996
Email : secretariatflers@orne-expertise.fr
Opérateur : Monsieur **Tanguy SAINT-ETIENNE**
- ⇒ *Contrôle technique :*
SOCOTEC Alençon
Ingénieur : Monsieur **Arnaud BOURGE**
Tel : 06.46.77.25.10
Email : arnaud.bourge@socotec.com
- ⇒ *Coordonnateur SPS :*
EXECO
sarl Marc Morisset Coordination
Tél : 02.33.96.20.34
Coordonnateur Niveau 1 Conception / Réalisation : Monsieur **Marc MORISSET**
Tel : 02.33.96.20.34 / 06.76.96.30.66
Email : mmorisset.execo@orange.fr

1.3. Autorisation administratives – Renseignements administratifs :

- ☐ **Permis de démolir :**
 - ⇒ Arrêté n° :
- ☐ **Permis de construire :**
 - ⇒ Arrêté n° :
- ☐ **Permis de voirie, circulations, occupation du sol :**
 - ⇒ Accords de principe obtenus par le maître d'ouvrage, et les entreprises concernées
- ☐ **Autorisation des avoisinants**
 - ⇒ Accords de principe obtenus par le maître d'ouvrage, et les entreprises concernées
- ☐ **Mise en place d'une déviation – Fermeture à la circulation :**
 - ⇒ Sans objet pour ce pgc csps.
- ☐ **Administration, concessionnaires et services extérieurs :**
 - ♦ **Ville de Flers – Flers AGGLO :**
Tel : 02.33.98.44.47
 - ♦ **Police municipale :**
Mairie de FLERS
Tel : 02.33.64.66.00
 - ♦ **Direction Départemental des Territoires :** ex D.D.E. / D.D.A.F.
Place du Général Bonet à Alençon.
Tel : 02.33.32.50.50 / 50.47
 - ♦ **Préfecture :**
Secrétariat Général 39 rue Saint Blaise 61000 Alençon
Tel : 02.33.80.61.61
 - ♦ **Service des eaux :**
 - Eau Potable : **Flers AGGLO**
 - Eau Usée : **Flers AGGLO**
 - ♦ **Gaz :** **GRDF en domaine public suivant DT/DICT**
📞 **URGENCES** 0 810.433.061 – 02.33.32.44.17
 - ♦ **Electricité :** **ENEDIS**
 - ♦ **Eclairage public :**

- ♦ **Chauffage Urbain :**
- ♦ **Téléphone – Fibre optique : [ORANGE – ILLIAD – 75008 Paris](#)**
- ☐ **Services d'urgence :** les numéros d'urgence sont accessibles depuis tous les téléphones mobiles quel que soit l'opérateur
 - ♦ **Police : 17**
 - ♦ **SAMU : 15**
 - ♦ **Pompiers : 18**
 - ♦ **GAZ : 0 810.433.061**
 - ♦ **Autre : 112** N° européen depuis un téléphone mobile
- ☐ **Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETSPP).**
 - ♦ **Pôle Travail, Unité de Contrôle – Inspection du Travail**
57, rue Cazault à Alençon.
Tel : 02.33.82.54.00 / Fax : 02.33.82.54.55
Email : ddetspp-uc1@orne.gouv.fr
- ☐ **Organismes de prévention :**
 - ♦ **Médecine du travail, le médecin du travail**
 - ♦ **O.P.P.B.T.P. Normandie**
Immeuble La Marseillaise
38, rue Martin Luther King 14280 SAINT CONTEST
Tel : 02.31.44.23.61 / Fax : 02.31.43.75.76
 - ♦ **CARSAT, (Ex CRAM) Prévention des risques professionnels**
Pour tous les chantiers Calvados, Manche, Orne
CARSAT Normandie, Antenne de Caen – Service Prévention
1, rue Ferdinand Buisson – Par Athéna
CS60301 SAINT CONTEST
14654 CARPIQUET Cedex
Tel : 02.31.46.89.30 / 02.31.46.89.34 / 02.31.94.28.83
Mail : prevention.caen@carsat-normandie.fr
Site internet : www.carsat-normandie.fr
- ☐ **Autres :**
 - ♦ **Centre antipoison :** Tel : 02.99.59.22.22.
 - ♦ **Centre de déminage :** Préfecture de la Mayenne - 53000 LAVAL.

Il incombe à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation de ses travaux.

2. MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR :

2.1. Contraintes d'environnement de site :

- ☐ **Sous-sol :** voir DT / DICT.
- ☐ **Aériens :** voir DT / DICT.
- ☐ **Accès :**
 - ⇒ Depuis le domaine public, l'impasse FOUCHARD
 - ⇒ **Accès restreint. Une emprise chantier très limité depuis le trottoir.**
 - ⇒ Les entreprises devront tenir compte des contraintes liées au site et à son environnement proche, composé d'immeubles et pavillons d'habitations.
- ☐ **Etude géotechnique** suivant la norme NF P 94-500 :
 - ⇒ *Sans objet pour ce pgc csps*
 - ⇒ Contrainte :
 -
- ☐ **Tonnage maximal :** oui, limité et à la charge de
 - ⇒ **Toutes les entreprises**
 - Le Lot concerné devra préciser le tonnage maximal par essieu des camions utilisables, au moins égal, néanmoins, au plus important des siens ou de ses fournisseurs.
 - ⇒ **Contrainte éventuelle à se faire préciser par la collectivité compétente.**
- ☐ **Permis de feu**, suivant le décret n° 92-158 du 20 février 1992 et circulaire n° 93-14 du 18 mars 1993 : **à convenir, en fonction de la tache dans l'environnement et l'évolution du chantier, du lieu et de son analyse des risques menée par l'entreprise concernée.**
 - ⇒ A la charge du :
 - **Chaque entreprise en fonction de sa propre analyse de risque.**

❑ **Contraintes de voisinage et à proximité :**

- ⇒ **En centre-ville à forte densité.**
- ⇒ **Prendre en compte le risque de conflit de circulation au moment des déplacements, des entrées et sorties des véhicules et engins du chantier**

Combattre les nuisances des bruits, la poussière, l'encombrement abusif de la voie publique, respecter le code de la route, ne pas faire de feu sur le site (même barbecue), mettre en place les balisages et signalisations nécessaires, mettre en place des barrières rigides menottées et cadénassées pour le parc réservé au chantier.

Toutes les livraisons, les chargements et déchargements de matériaux et matériels devront être programmés et organisés.

Tous les stockages ou les stationnements d'engins et de véhicules de chantier seront organisés et devront se faire uniquement dans la zone définie du chantier (PIC). Rien ne devra gêner ou obstruer les accès aux secours.

Des phasages, des plans de circulation et de cheminements des piétons seront réalisés suivant le planning d'exécution du Maître d'œuvre.

Une attention particulière sera portée sur la propreté et la bonne tenue du chantier. La voirie devra être constamment laissée dans un bon état de propreté. Un pédiluve équipé d'un point d'eau sera mis en place pour le décrottage des véhicules quittant le chantier avant de s'engager sur la voie publique.

Les déchets seront limités et contrôlés. Ils ne devront pas s'envoler au vent et ainsi souiller l'environnement proche du chantier.

❑ **Contraintes sur site :**

- ⇒ **Dans un espace restreint et limité.**
- ⇒ **Le bâtiment ne sera pas occupé pendant les travaux.**
- ⇒ **Prendre en compte le risque de conflit de circulation au moment des déplacements, des entrées et sorties des véhicules et engins du chantier**
 - Les zones de travaux réservées au chantier devront être parfaitement identifiées, isolées et indépendantes de son environnement immédiat.
 - Gestion des flux,
 - Périmètre physique de sécurité, affichages réglementaires fort et visible à mettre en place.

❑ **Travaux bruyants : Usage, conformément aux horaires de travail du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00**

⇒ **Clause spécifique aux engins de chantier :**

Les engins listés à l'article 5 de l'arrêté du 18 mars 2002 et respectant les niveaux de la phase 2 des niveaux admissibles sont utilisés sur le chantier avec en priorité ceux qui affichent un niveau sonore inférieur d'au moins 5 dBA au seuil imposé par le-dit arrêté. Dans le cas de l'utilisation des engins listés à l'article 6 du même arrêté, l'entreprise ou le groupement doit fournir les informations sur le niveau sonore de ces engins. Les engins dont le niveau sonore est inférieur à 100 dB (puissance acoustique) sont sélectionnés.

L'utilisation de ces engins fait l'objet d'une information auprès des riverains en précisant la date, l'heure, la durée de leur utilisation. Les engins ne sont pas utilisés à la limite de leur capacité pour éviter des émissions sonores trop importantes.

Les engins hydrauliques sont préférés aux engins électriques, eux-mêmes préférés à leur équivalent pneumatique. Les grues dont le moteur est placé en position basse sont préférées aux autres systèmes. La liaison avec le grutier se fait par liaison radio depuis le sol

⇒ **Maitrise des impacts environnementaux du chantier/Sensibilisation du personnel de chantier :**

La sensibilisation du personnel de chantier doit porter à la fois sur les nuisances sonores vis-à-vis d'autrui comme par rapport aux risques encourus pour leur propre confort et santé.

Une exposition à un niveau sonore supérieur à 120 dB peut provoquer des lésions auditives irréversibles. Entre 90 dB et la valeur limite de 120 dB, la nuisance sonore provoque troubles auditifs, stress pouvant avoir des effets secondaires importants sur la santé. Des troubles du sommeil peuvent se produire à une exposition à des seuils inférieurs.

Les intervenants sur le chantier, exposés à des émissions sonores doivent être informés et formés conformément à l'article R.232-8-5 du Code du travail.

Le personnel de chantier doit être sensibilisé sur les impacts des nuisances sonores vis-à-vis des riverains et prendre en compte les exigences du voisinage (écoles, crèches, hôpital, etc.).

⇒ **Maitrise des impacts environnementaux du chantier/Limiter la gêne des riverains**

Les travaux les plus bruyants sont les travaux de démolition, de terrassement (manœuvre des engins de terrassement, manège des camions d'enlèvement) et de gros œuvre (flux de livraison de matériaux, toupies, machines à béton, décoffrage, etc.).

Le cas échéant il peut être mis en place, en accord avec les riverains, des périodes horaires permettant à des activités bruyantes de s'exercer. Tenir compte du voisinage (école, crèche, hôpital, clinique, maison de retraite, etc.) et de la réglementation locale en la matière. La période pourra, par exemple, être de 8 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 heures les jours ouvrés de la semaine.

Pour les chantiers proches des habitations (à moins de 30 mètres), des mesures d'atténuation peuvent être mises en place comme par exemple :

- l'implantation des locaux du cantonnement afin de les utiliser comme écran ;
- l'implantation des zones de stockage des déchets à éloigner des riverains ;
- la mise en place, à des endroits appropriés, de palissades d'une hauteur étudiée, présentant une qualité d'isolation acoustique afin d'atténuer les niveaux sonores émis.



☐ **Présence d'amiante sur existants :**

Cadre réglementaire : Prévention du risque d'exposition aux agents cancérogènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction R4412-59.

- ⇒ Non, et suivant les conclusions du rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti. Dossier n° 202408.20053, 34 pages, daté du 13/09/2025 du cabinet **ALIZE ORNE EXPERTISE**.
- ⇒ Les investigations doivent avoir été menées suivant et sur la totalité du périmètre, en surface et en volume de la zone impactée par les travaux conformément aux plans, cctp du MOE, des travaux envisagés par le donneur d'ordre, et suivant le programme détaillé des travaux projetés. Arrêté du 16 juillet 2019 – Décret n° 2015-789 du 29 juin 2015.
- ⇒ Intervention en sous-section 3 (SS3), le plan de retrait devra être transmis 1 mois au plus tard avant le démarrage des travaux Article R.4412-137, l'employeur adresse le Plan de Retrait, de Démolition, et de d'Encapsulage sur tout support adapté et par tout moyen permettant d'établir la date certaine de réception.
 - De la signature du contrat à la remise du ppsps et de l'envoi du plan de retrait = 30 jours
 - De la remise du ppsps et de l'envoi du plan de retrait à la fin du délai PRDE = +1 mois
 - A la fin du délai PRDE peuvent commencer les travaux préparatoires
- ⇒ Un site internet : www.amiante.inrs.fr

☐ **Présence de plomb sur existants :**

- ⇒ *Pas d'information à la rédaction de ce pgc csps*
- ⇒ **Rappel** : le CREP n'est pas un Diagnostic Plomb Avant Travaux. Le CREP ou le DRIPP (mesure préfectorale d'urgence), informent de la présence ou non de Plomb dans les immeubles à usage d'habitation, d'avant 1949 (Code de la santé publique), et réalisé conformément à l'arrêté du 25/04/2006. Depuis août 2008 le CREP concernant les parties communes est obligatoire sans conditions particulière de travaux pour les immeubles à usage d'habitation, d'avant 1949. Le CREP ne constitue pas un échantillonnage définissant le périmètre des travaux et de stratégie à mettre en place, recouvrement, décapage chimique ou thermique, démolition, retrait. Contrairement au CREP, le nombre de mesures à réaliser est fonction du type d'unité de diagnostic (UD) et des travaux à effectuer.

☐ **Présence de produits toxiques ou substances dangereuses sur existants, hydrocarbures, concentration en HAP :**

Décret du 4 mai 2012, article R 4412-97 du code du travail, les collectivités, en tant que maître d'ouvrage, doivent signaler la présence d'amiante dans leur voirie.

⇒ *Sans objet pour ce pgc csps.*

⇒ *En dessous de 50 mg/kg, les enrobés peuvent être recyclés à chaud, à froid ou déposés en installation de stockage de déchets inertes (ISDI).*

⇒ *Entre 50 et 500 mg/kg, les enrobés peuvent être recyclés à froid ou déposés en installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND).*

⇒ **Maîtrise des impacts environnementaux du chantier/Produits dangereux :**

Les entreprises ou le groupement doivent avoir à leur disposition sur le chantier, les Fiches de Données de Sécurité (FDS) des produits dangereux relatifs à leur lot, dans le respect des réglementations en vigueur (REACH, etc.).

En cas de risque de rejet de substances dangereuses, des zones de stockage adaptées aux diverses pollutions et faisant l'objet d'une signalétique spécifique sont prévues, ainsi que des dispositions permettant une isolation du sol et une récupération des éventuels rejets.

Tous les produits contenant des COV (Composés Organiques Volatils) sont stockés dans un endroit protégé, interdisant toute contamination de l'environnement (sol étanche, ventilation du local, récipients fermés). L'accès du local est restreint aux seules personnes concernées. Un ensemble de bacs de rétention (récipients adaptés...) est mis en place à disposition pour recueillir les produits conservés, qui seront traités ensuite comme déchets dangereux.

☐ **Présence du mэрule et ou de termites. Diagnostic de l'état parasitaire :**

⇒ *Pas d'information à la rédaction de ce pgc csps.*

☐ **Présence de concentration du radon :**

⇒ **Suivant la cartographie du département de l'Orne.** Carte interactive de la pollution au radon et documentations de l'IRSN.

☐ **Rapport d'inspection télévisée :**

⇒ *Sans objet pour ce pgc csps.*

❑ Travaux à proximité de lignes, canalisations et ouvrages électriques :

- ⇒ Décret du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport et de distribution, ainsi qu'à l'arrêté d'application du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement, modifié par arrêté du 27 décembre 2016.
- ⇒ Respecter notamment le guide technique de décembre 2016, approuvé par arrêté du 27 décembre 2016, relatif aux travaux à proximité des réseaux, visé à l'article 554-29 du code de l'environnement, et les parties 2 à 5 de la norme NF S70-003 (l'application obligatoire de la partie 1 est abrogée). Ce guide technique est composé de 3 fascicules :
 - Fascicule 1 « dispositions générales » (version 1 – décembre 2016)
 - Fascicule 2 « guide technique des travaux » (version 2 – décembre 2016)
 - Fascicule 3 « formulaires et autres documents pratiques » (version 1 – décembre 2016).
- ⇒ Pour ENEDIS, les travaux sont considérés à proximités d'ouvrage électriques lorsque :
 - Ils sont situés à moins de **3 mètres** de lignes électriques aériennes de tension inférieure à 50 000 volts ;
 - Ils sont situés à moins de **1,5 mètres** de lignes électriques souterraines, quelle que soit la tension.

ATTENTION

- ⇒ Pour la détermination des distances entre les « travaux » et l'ouvrage électrique, il doit être tenu compte :
 - Des mouvements, déplacements, balancements, fouettements (notamment en cas de rupture éventuelle d'un organe) ;
 - Des engins ou de chutes possibles des engins utilisés pour les travaux ;
 - Des mouvements, même accidentels, des charges manipulées et de leur encombrement ;
 - Des mouvements, déplacements et balancements des câbles des lignes aériennes.

Principes de prévention des travaux à proximité d'ouvrages électriques

Articles R 4534-107 à R 4534-130 du code du travail **abrogés par le décret du 17 juin 2024, décret 2024-552**, relatif à la prévention du risque électrique lié aux travaux d'ordre non électrique réalisés dans l'environnement d'ouvrage ou d'installations électriques aériens ou souterrains, ainsi que par **l'arrêté du 05 juillet 2024**, relatif aux normes définissant les modalités recommandées pour l'exécution des opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage ou pour l'exécution d'opérations non électriques dans l'environnement d'ouvrages et d'installations électriques sous tension aériens et souterrains, prévention du risque électrique.

❑ **Travaux en milieu confiné, vide sanitaire, ou isolé :** à convenir en fonction de la tâche dans l'environnement et l'évolution du chantier, du lieu et de son analyse des risques, menée par l'entreprise concernée.

- ⇒ Référence fiche prévention OPPBTP L2F0212 sur les conditions de travail dans les vides sanitaires.
- ⇒ Recommandation R447 Prévention des accidents lors des travaux en espace confinés
- ⇒ Atmosphères douteuses
- ⇒ Formation au Certificat d'Aptitude à Travailler en Espaces Confinés dans le domaine de l'eau potable et de l'assainissement = CATEC
- ⇒ S'équiper du matériel EPI adapté
- ⇒ Toujours réaliser ces interventions en binôme
 - Interdiction de descendre et de travailler sans la présence d'un homme en surface attentif aux évolutions du ou des agents
- ⇒ L'organisation des secours sera à définir.

❑ **CLIN :**

⇒ *Sans objet pour ce pgc csps*

Intervention du comité de lutte contre les infections nosocomiales du service d'hygiène au sein d'un établissement hospitalier. Décret n° 99-1034 du 6 décembre 1999.

[Voir annexe 1 Article 6.1 du pgc.](#)

- ⇒ Recommandation 23 à 24 : contrôle de la circulation
- ⇒ Recommandation 25 à 32 : construction-rénovation
- ⇒ Recommandation 33 : travaux de plomberie

❑ **Hygiène :**

- ⇒ Appliquer le principe de précaution.
- ⇒ Présence de points d'eau en nombre suffisant, nettoyage fréquent des mains, aération et ventilation des locaux, nettoyage quotidien de la base de vie, entre autres...

- ❑ **Autres** : Une attention particulière sur la mise en place, au maintien et à l'entretien quotidien pendant toute la durée du chantier et suivant son évolution des protections collectives vis à vis des riverains est demandée aux entreprises par rapport à leurs travaux.

Balisage, signalisation et protection des zones de travail et d'évolution des engins, respect des manœuvres de chargement et déchargement.

Guidage des engins lors des manœuvres.

« Piétons changement de trottoir » : mise en place de passages piétons en traversée de la voirie pour renvoyer les piétons sur le trottoir d'en face.

Le Maître d'ouvrage sera particulièrement sensible et attentif aux entreprises qui porteront une attention toute particulière et respecteront les articles suivants :

- ⇒ Code du travail, relatif à la protection des travailleurs contre le bruit sur les chantiers ;
- ⇒ Code de l'environnement, relatif à la prévention des nuisances acoustiques et visuelles ;
- ⇒ Code de la santé publique, relatif à la lutte contre la présence de plomb, et d'amiante, et contre les nuisances sonores ;
- ⇒ Code de la construction et de l'habitation ;
- ⇒ Arrêté du 12 mai 1997 fixant les dispositions communes applicables aux matériels et engins de chantier.

2.2. Mesures d'organisation générale :

☐ Modalité d'accueil des entreprises :

Si recours à des entreprises sous-traitantes, arrêtées au premier rang. La déclaration et l'agrément du Maître de l'ouvrage est obligatoire avant intervention sur le site.

Une inspection commune est à faire avec le CSPS pour chaque entreprise avant le début de son intervention sur le site. Le csps demande 10 jours de prévenance

Une liste nominative avec photos du personnel de chaque entreprise devra être à disposition dans le bureau de chantier. Cette liste sera mise à jour et complétée pour chaque nouvel arrivant sur le site

Port d'un badge d'identification des salariés à leur entreprise FFB.

L'entreprise privilégiera une présence de son personnel, stable, continue, régulière, évitant le turnover, identifié par le MOE / CSPS, pendant toute la durée de son intervention.

Travailleurs intérimaires : Formation renforcée au poste de travail (Contenu + Attestation). Accueil + Visite de chantier par l'entreprise

Aptitude au travail des salariés délivré par le médecin du travail, (travail en hauteur...).

☐ Réunion d'information du public :

⇒ A la charge du :

- **Du Maître d'Ouvrage**

☐ Prévenance des locataires, des résidents :

⇒ A la charge du :

- *Sans objet pour ce pgc csps*

☐ Neutralisation et consignation des réseaux :

Préalablement et avant tous les travaux de démolition, désamiantage et déplombage. L'ensemble des réseaux électriques, gaz, eau et autres devra être identifié, repéré, neutralisé, et consigné, reporté sur un rapport ou PV, et communiquer à l'ensemble des acteurs du chantier.

⇒ A la charge du :

- **Lot n° 05 Electricité**
- **Lot n° 06 Plomberie**

☐ Dépose des installations existantes, appareillages, mobilier de plomberie, chauffage, sanitaires, électriques :

Préalablement aux travaux de dépose, il conviendra de prendre connaissance des diagnostics amiante / plomb avant travaux et démolition, de réaliser un repérage sur site afin de s'assurer que les matériaux à déposer ne contiennent pas d'amiante et ainsi ne pas se substituer aux travaux de désamiantage.

⇒ A la charge du :

- **Lot n° 01 Démolition (installation plomberie, chauffage, sanitaire)**
- **Lot n° 05 Electricité**
- **Lot n° 06 Plomberie (ventilation)**

☐ **Permission de voirie et arrêté de circulation :**

⇒ A la charge du

- **Lot n° 01 Gros-œuvre**, pour les besoins du chantier.
- **Chaque entreprise**, en fonction des besoins de ses travaux, de ses opérations spécifiques et ponctuelles, en adéquation, intégrés et en harmonie avec les contraintes du chantier et les installations du **Lot n° 01 Gros-œuvre**.

☐ **Autorisation de survol :**

⇒ Mise en place éventuelle d'une grue, à définir suivant le choix du :

- **Lot n° 01 Gros-œuvre**

☐ **Plan de retrait – Mode opératoire du lot et de l'entreprise concerné :**

⇒ A la charge du :

- *Sans objet pour ce pgc csps*

☐ **Des entreprises intervenant pour des travaux de sous traitance :**

⇒ A la charge :

- **Des entreprises concernées, sur toute la durée du chantier.**

☐ **Demande de renseignements, DIT, Document d'Intention de Commencer des Travaux DICT.... Voir détail article 4 n° 193 du pgc. :**

⇒ A la charge du :

- *Sans objet pour ce pgc csps*

⇒ **Oui, et suivant les récépissés des concessionnaires et compagnie fermières.**

☐ **Compte prorata, avec au minimum deux co gestionnaires :**

- A la charge du :

⇒ **Lot n° 01 Gros-œuvre**

Dépenses communes à prendre en charge et qui seront réparties au prorata du montant du marché de chaque entreprise :

- **La location, entretien / nettoyage quotidien de la base vie et fourniture des consommables autant que nécessaire (savon, papier hygiénique, essuie mains) ;**
- **Consommation d'électricité ;**
- **Consommation d'eau ;**
- **Bennes pour tri.**

❑ Suggestion d'intégration à l'ouvrage des moyens de prévention :

Exécution et intervention ultérieure sur l'ouvrage

⇒ **Rappel** : le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre doivent prendre en compte dans la conception du projet et plus particulièrement sur l'obligation d'aménagement et de mise en place des protections collectives, gardes corps à demeure et de façon pérenne en toiture terrasse et suivant le décret n° 2004-924 du 1^{er} septembre 2004 relatif à l'utilisation des équipements de travail mis à disposition pour les travaux temporaires en hauteur et modifiant le code du travail (deuxième partie : Décret en Conseil d'Etat) et le décret n° 65-48 du 8 janvier 1965.

⇒ Rappel des textes : Articles R.4323-59 ; L.4531-1 ; L4532-4 ; L4121-2

« Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé des personnes qui interviennent sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS mettent en œuvre, pendant la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet et pendant la phase réalisation de l'ouvrage, les principes généraux de prévention.

Ces principes sont pris en compte notamment lors des choix architecturaux et techniques ainsi que dans l'organisation des opérations de chantier, en vue :

1- De permettre la planification de l'exécution des différents travaux ou phases de travail se déroulant simultanément ou successivement,

2- De prévoir la durée de ces phases,

3- De faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage ».

a. En façades : pas de modification

b. En couverture : pas de modification

c. Nettoyage des surfaces vitrées : à convenir

d. Hall de grande hauteur : à convenir

e. Equipements électrique : **suivant le bet BADER**

f. Equipements Plomberie, Chauffage, Ventilation : **suivant le bet B76**

Intervention ultérieure sur l'ouvrage R.4532-95

Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage prévu à l'article L.4532-16 rassemble, sous bordereau, tous les documents, tels que les plans et notes techniques, de nature à faciliter l'intervention ultérieure sur l'ouvrage, ainsi que le dossier technique regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante prévus aux articles R.1334-22 et R.1334-28 du code du travail de la santé publique.

Il comporte notamment, s'agissant des bâtiments destinés à recevoir des travailleurs, le dossier de maintenance des lieux de travail prévu à l'article R.4211-3 ;

Pour ce qui concerne les autres ouvrages, il comporte, notamment, les dispositions prévues aux 1 à 4 de l'article R.4211-3 et à l'article R.4211-4. ».

Afin de permettre la rédaction du DIUO : les documents seront remis au Coordonnateur SPS au fur et à mesure de l'avancement du chantier et au plus tard 15 jours avant la réception des travaux.

❑ **Plan d'Installation de Chantier (PIC) :**

- En conception : Zones de stockage, de stationnement, des vestiaires et sanitaires emplacements spécifiques, zone de stockage des matériel, engins de chantier et matériaux, zone de retournement des engins, à définir sur le site, avant le début des travaux et suivant l'application des gestes barrières / distanciations et d'hygiènes.
- Dans le cadre fixé par le plan réalisé par le MOE :
 - ⇒ **A convenir sur le site.**
- En réalisation, le PIC est établi :
 - ⇒ **A la charge du :**
 - **Lot n° 01 Gros-œuvre**
- *Article R.4532-67 du code du travail*, « le ppsps comporte de manière détaillée », les dispositions en matière de secours et d'évacuation, notamment :
 - ⇒ Les consignes des premiers secours aux victimes d'accidents et aux malades
 - ⇒ Le nombre de travailleurs du chantier formés pour donner les premiers secours en cas d'urgence,
 - ⇒ *Le matériel médical existant sur le chantier,*
 - ⇒ Les mesures prises pour évacuer, dans les moindres délais, dans un établissement hospitalier de toute victime d'accident semblant présenter des lésions graves
- Les mesures assurant l'hygiène des conditions de travail et celle des locaux destinés aux travailleurs. Il mentionne, pour chacune des installations prévues, leur emplacement sur le chantier et leur date de mise en service prévisible.
- **Particularité pour ce chantier :**
 - ⇒ **Espace restreint pour le stationnement des véhicules et le stockage des matériaux, depuis et sur le domaine public.**
 - ⇒ **Base de vie, des locaux existants non impactés directement par les travaux seront laissés à disposition du chantier par le maître d'ouvrage au sein du bâtiment et pendant toute la durée du chantier.**
 - ⇒ **Une attention particulière sera portée sur la gestion des flux et des déplacements engins / piétons sur le chantier et ses abords. Risque de choc de heurt et d'écrasement. Cheminement et balisage physiques à établir, à mettre en place et à entretenir sur la durée des travaux. Les voies de desserte et de stockage seront largement identifiées et balisées.**

❑ **Parc pour stockage du matériel et des matériaux :**

- Afin d'en interdire l'accès aux personnes extérieures au chantier, sera mis en place la pose de barrières, ou palissades rigides d'une hauteur de 1,70m mini. avec un portail d'accès adapté, rigide, durable, résistant, monté sur des charnières et fixé sur supports poteaux, enrésés au sol, cadenassé et ou fermant à clé.
- Ces protections contre les intrusions devront être particulièrement bien maintenues et menottées entre elles. Elles devront être particulièrement bien haubanées, contreventées et enrésées de façon à ne pas basculer sur le domaine public. Suffisamment hermétique contre le risque d'intrusion de façon à avoir en permanence un chantier clos et indépendant.

❑ **Clôtures et portail de chantier :**

- 1) Parc spécifique constitué de barrières hautes 1,70ml mini et hermétique avec un portail d'accès, rigide, résistant, fermant à clés pour les besoins de stockage des matériaux et de la zone de stockage des déchets de chantier. Les barrières devront être solidement maintenues entre elles, cadénassées et amarrées.



Exemples engageant et contraignant au minimum l'entreprise dans sa bonne mise en œuvre des barrières de chantier.

Affichage réglementaire fort et visible « *Chantier interdit au public* », « *Port des EPI adaptés obligatoire* », « *Règles d'hygiène* ».

- 2) Clôtures de chantier : palissade, cheminements par séparations physiques, balisage. *Réalisé, adapté, maintenu et entretenu sur toute la durée du chantier.* Devra tous les balisages et toutes les protections nécessaires en fonction de ses travaux et en adéquation avec le bon fonctionnement du chantier dans sa globalité. L'emplacement est un des points à définir sur le plan établi (PIC), **sur la périphérie complète de la zone en travaux et sur l'ensemble du périmètre du chantier.**

⇒ A la charge du :

- **Lot n° 01 Gros-œuvre**, pour les besoins du chantier.

⇒ Particularité demandée : *sans objet pour ce pgc csps*

- 3) Zone de stockage des matériaux amiantés et ou plombés, réalisé et maintenu par :

⇒ A la charge du :

- **Lot n° 01 Gros-œuvre**

❑ **Réseaux provisoires :**

- 4) Le maître d'ouvrage doit, avant toute intervention des entreprises sur le chantier prendre les mesures prévues aux articles R4533-2 à R4533-5 du Code du travail, à savoir :

Article R4533-3

- 5) *Le raccordement à un réseau de distribution d'eau potable est réalisé de manière à permettre une alimentation suffisante des divers points d'eau prévus dans les locaux destinés aux travailleurs.*
- 6) *Téléphone : Mobile, s'assurer de la capacité des signaux à la bonne connexion au réseau et suivant l'opérateur ! Le téléphone mobile y compris un forfait de communication suffisant sera mis à la disposition des salariés à la charge de l'entreprise. Chaque chef de chantier ayant une présence permanente sur le chantier sera muni d'un téléphone mobile en état de fonctionnement normal et en capacité d'utilisation pour l'appel des secours.*

7) *Eau Potable :*

- ⇒ **Lot n° 01 Gros-œuvre**, demande de compteur, branchement principal.
- ⇒ **Lot n° 06 Plomberie**, réseau provisoire, y compris tous les raccordements de la base de vie.
- ⇒ **Des points d'eau communs de proximités du poste de travail** seront mis en place et repartis à différents endroits du chantier. L'ensemble du réseau devra être hors gel. Le nombre et la répartition sont à définir en phase préparation du chantier. Les points d'eau devront être positionnés sur des points de récupération et d'évacuation d'eau.

8) *Assainissement :*

- ⇒ **Lot n° 01 Gros-œuvre**
- ⇒ **Lot n° 06 Plomberie**

9) *Electricité :*

- ⇒ **Lot n° 05 Electricité** pour les raccordements de la base vie, les coffrets de distribution en nombre suffisant et repartis pour l'ensemble du chantier. L'éclairage provisoire. Le contrôle des installations provisoires de chantier.

10) *EP :*

- ⇒ *Sans objet pour ce pgc csps*

❑ **Locaux de vie et d'hygiène :**

La base vie sera mise en place jusqu'à la réception des travaux, ainsi que le nettoyage.
La dépose, le repli complet et la remise en état des abords.

⇒ A la charge du :

▪ **Lot n° 01 Gros-œuvre :**

Des locaux non impactés par les travaux, au sein du bâtiment seront laissés à la disposition du chantier. Salle de réunion, sanitaires, salle de pose et réfectoire, vestiaire.

Les entreprises doivent définir et présenter leurs besoins à l'entreprise responsable de l'aménagement de la base vie commune, articles R.4228-1, R.4228-2 et R.4228-6

Entretien des sanitaires et vestiaires de chantier, *articles R.4228-13, R.4228-11, R.4228-7, R.4228-3 du code du travail :*

- a. « L'employeur fait procéder au **nettoyage avec des produits adaptés réalisé par du personnel formé** des cabinets d'aisance et des urinoirs au moins une fois par jour ».
- b. « les cabinets d'aisance... sont aménagés de manière à ne dégager aucune odeur. Ils sont équipés de chasse d'eau et pourvus de papier hygiénique. »
- c. Concernant les lavabos « des moyens de **nettoyage avec des produits adaptés** et de séchage ou d'essuyage appropriés sont mis à la disposition des travailleurs. Ils sont entretenus ou changés chaque fois que nécessaire. »
- d. « le sol et les parois des locaux affectés aux vestiaires collectifs et lavabos sont tels qu'ils permettent un **nettoyage avec des produits adaptés** efficace. Ces locaux sont tenus en état constant de propreté. »

11) **Maitrise des impacts environnementaux du chantier/Cantonnement**

La gestion du cantonnement se fait dans des conditions préservant l'environnement. Des dispositions propres aux conditions d'intervention du personnel sont prises leur assurant également un niveau de confort suffisant.

Les cabinets d'aisance et les douches sont installés si possible en rez-de-chaussée en cas d'utilisation de bungalows. Les planchers des locaux sont étanches afin d'éviter des écoulements intempestifs au sol. Les canalisations des eaux usées et des eaux vannes sont raccordées au système d'assainissement et doivent respecter la réglementation sanitaire départementale en la matière.

12) **Maitrise des impacts environnementaux du chantier/Traitement des effluents**

En l'absence d'un réseau communal de collecte des eaux usées, les eaux usées et les eaux vannes provenant du chantier doivent être traitées par un dispositif d'assainissement autonome avant leur rejet au milieu naturel.

Selon la méthodologie employée par les conducteurs d'engins (vidanges, etc.), il peut être nécessaire d'équiper le chantier d'un déboureur et d'un séparateur d'hydrocarbures.

13) **Les sanitaires et point d'eau chaude. Ces locaux seront tenus en état constant de propreté. L'ensemble sera équipé conformément à la réglementation en vigueur.**

⇒ A la charge du :

▪ **Lot n° 01 Gros-œuvre, pour les besoins du chantier.**

L'entrepreneur devra prévoir la mise en place de sanitaires équipés selon la réglementation mentionnée ci-dessus indépendant et réservés à la présence de personnel féminin sur le chantier.

- 14) Les vestiaires seront chauffés, ventilés, éclairés. Ces locaux seront tenus en état constant de propreté. Ils seront équipés conformément à la réglementation en vigueur.

⇒ A la charge du :

- **Lot n° 01 Gros-œuvre, pour les besoins du chantier.**

Les objets souillés et déchets devront être placés dans un sac poubelle, placé dans la poubelle et évacués régulièrement.

L'entrepreneur devra prévoir la mise en place d'un vestiaire équipé selon la réglementation mentionnée ci-dessus, indépendants et réservé à la présence de personnel féminin sur le chantier.

- 15) Le réfectoire raccordé aux réseaux, chauffé, ventilé, éclairé. Ces locaux seront tenus en état constant de propreté. Il sera équipé conformément à la réglementation en vigueur.

⇒ A la charge du :

- **Lot n° 01 Gros-œuvre, pour les besoins du chantier.**

Les entreprises précisent le nombre de leurs salariés mangeant sur le site.

Chaque usagé devra en fin de repas, un nettoyage de son emplacement. Les objets souillés et déchets devront être placés dans un sac poubelle, placé dans la poubelle et évacués régulièrement.

- Dans ce cas, **Chaque Lot** mettra à disposition des salariés le nécessaire réglementaire, (Tables, chaises ou bancs, évier EC/EF, réfrigérateur, chauffe gamelles, four micro-onde, poubelles hermétiques, produits nettoyant / désinfectants...) en nombre suffisant.
- Dans le cas contraire chaque entreprise devra justifier que ses salariés déjeunent le midi extérieurement au chantier, au restaurant ou autres et que des frais de repas leurs sont accordés. Une attestation de non prise des repas sur le chantier sera à remettre par le chef d'entreprise avant le démarrage des travaux.

- 16) La Salle de réunion le bureau de chantier, seront chauffés ventilés, éclairés, et raccordés aux réseaux. Ces locaux seront tenus en état constant de propreté. L'ensemble sera équipé conformément à la réglementation en vigueur.

⇒ A la charge du :

- **Lot n° 01 Gros-œuvre, pour les besoins du chantier.**

La salle de réunion devra disposer d'un nombre de chaises et de tables suffisant pour les réunions de chantier.

La salle de réunion ou le bureau de chantier devra être à tout moment accessible à l'ensemble des salariés, des inspecteurs et contrôleurs du travail (Article L.8113-4 du code du travail) durant les horaires de chantier.

Y compris équipements individuels de protection destinés aux visiteurs (bottes, casques, lunettes, vêtements de pluie...).

- 17) Magasins de stockage de petits matériels,

⇒ À la charge :

- **Chaque entreprise**

- A l'intérieur de l'espace réservé au chantier délimité par la clôture et mis en place par l'entreprise concernée.
- Pour la mise en place éventuelle de containers

18) **Hygiène, infirmerie ou local de secours.**

⇒ A la charge :

▪ **Chaque entreprise**

- Mettra à disposition, indiqué, repéré et facilement accessible le nécessaire réglementaire dans la salle de réunion ou du bureau de chantier.
 - ⇒ L'ensemble du contenu devra être vérifié périodiquement. Les produits périmés seront remplacés. Après utilisation, les produits seront systématiquement complétés et renouvelés.
- Chaque entreprise disposera dans l'ensemble de ses véhicules d'une trousse de secours disponible mise à jour et entretenue, d'un extincteur à jour et non périmé.

NOTA pour les chantiers temporaires et mobiles, VRD, désamiantage : sans objet pour ce pgc csps

Le Lot n° disposera de ses propres installations (Unité mobile autonome – Unité mobile de Décontamination) pour les besoins de son chantier. **Le Lot n°** devra et à sa charge mettre à disposition et avant intervention :

- ⇒ 1 départ avec son armoire électrique de puissance suffisante ;
- ⇒ 1 attente EU ;
- ⇒ Le branchement et robinet AEP ;
- ⇒ Barrières de chantier sur le périmètre des travaux, à l'exception du périmètre et la mise en place du parc pour le stockage des déchets amiantés et tous les balisages qui seront nécessaires à la sécurité liée à la spécificité des travaux de chacun des Lots, exemples : protections des tranchées, des stockages spécifiques, des cheminements, entre autres...

+++++++

*Il est strictement interdit de prendre les repas dans les zones de travaux,
Les installations devront être aménagées pour les besoins du chantier et conformément aux
règles d'hygiène en vigueur.*

❑ **Accès et circulations extérieurs – SCALP Sécurisation des Circulations, des Accès et Livraisons à Pied d'œuvre :**

19) Le maître d'ouvrage doit, avant toute intervention des entreprises sur le chantier prendre les mesures prévues aux articles R4533-2 à R4533-5 du Code du travail, à savoir :

Article R4533-2

20) *Une voie d'accès au chantier est construite pour permettre aux véhicules et aux piétons de parvenir en un point au moins du périmètre d'emprise du chantier.*

Cette voie est prolongée dans le chantier par d'autres voies permettant aux travailleurs d'accéder aux zones où sont installés les divers locaux qui leur sont destinés.

Les voies d'accès sont constamment praticables. Les eaux pluviales sont drainées et évacuées. Ces voies sont convenablement éclairées.

21) **Maitrise des impacts environnementaux du chantier/Gestion des flux :**

Il est évalué avec les services de la collectivité concernée les procédures pour fluidifier les flux d'engins (modification des règles locales de circulations, réservation de zones pour un parking tampon, interdiction de stationner aux abords du chantier, etc.). Il peut être mis en place une gestion des flux permanente durant la démolition, les travaux de terrassement et le gros œuvre afin d'éviter des embouteillages et attentes.

Le Maître d'ouvrage s'assurera de l'organisation :

- de la circulation sur les voies publiques ou privées, en concertation avec les différentes collectivités concernées ;
- du stationnement pour les riverains et le personnel impliqué dans les travaux, en concertation avec les différentes collectivités concernées ;
- de l'approvisionnement du chantier et des enlèvements (heures, itinéraires, etc.) en concertation avec les différentes collectivités concernées.

Les entreprises ou le groupement doivent entretenir et réviser les engins de chantier correctement (réglage CO2, pas de fuite d'huile ou d'hydrocarbures, pneumatiques non usés) pour éviter toute immobilisation sur le chantier, préjudiciable au déroulement des opérations et pouvant générer des émanations polluantes.

22) Empiètement sur le domaine public et privé : toute signalisation temporaire de chantier, cheminement, balisage, passage piétons provisoires, gestion de voirie, déviations à mettre en place et à adapter en fonction de l'avancement du chantier sur tout son environnement extérieur et de proximité ayant un impact sur la circulation des piétons et des véhicules.

⇒ **A la charge du :**

- **Lot n° 01 Gros-œuvre**, pour les besoins du chantier.
- **Chaque entreprise**, pour les besoins de ses travaux et ouvrages, intégrés, en cohésion, en adéquation et en harmonie avec les contraintes, les besoins du chantier et du **Lot n° 01 Gros-œuvre**.

23) Les circulations à l'intérieur du chantier ne sont autorisées que sur les voies de desserte.

24) Contrôle des entrées et sorties :

Dispositions de l'article R 4532-16 du code du travail suivantes : « *Le coordonnateur prend les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier* ». L'article R 4532-9 du code du travail précise que le maître d'ouvrage tient compte des observations du coordonnateur, ceci bien entendu dans l'intérêt de tous les intervenants.

Justificatif du statut de salarié. Carte nominative d'identification professionnelle, article L.8291-1 du code du travail, modifié par LOI n° 2016-1088 du 18 août 2016-art.105.

25) **PPSPS, registre du personnel de présence sur le chantier, accompagné de la photo d'identité de chaque salarié présent sur le chantier.**

- 26) **Fermeture et sécurisation du chantier** contre le risque de malveillance, de vol de matériel ou matériaux stockés sur place. Le risque de dégradation sur le travail déjà effectué concernant la pose des matériaux. Article L 4531-1 du code du travail, le 7° de l'article L 4121-2 du code du travail : « *Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants ...* ».

↪ A la charge du :

- **Lot n° 01 Gros-œuvre et du Lot n° 03 Menuiseries intérieures**, pour tous les accès ou séparations en lien direct avec le bâtiment, (portes provisoires, serrures provisoires, cloisonnement séparatifs provisoires, boîte à clé...).
- Suivant les moyens mis en place par les **Lot n° 01 Gros-œuvre et Lot n° 03 Menuiseries intérieures** (barrières, portail fermant à clé, portes fermant à clé...), chaque entreprise quittant le chantier en dernier (heure du déjeuner ou le soir) aura l'obligation de s'assurer de la bonne fermeture du chantier (clos) contre le risque d'intrusions extérieures.

- 27) Port d'un badge pour la reconnaissance et l'identification du personnel des entreprises. Chaque salarié devra être en mesure de présenter sa carte BTP, carte nominative d'identification professionnelle :

↪ A la charge du :

- **Toutes les entreprises y compris sous-traitant**

- 28) **Signalisation temporaire :**

↪ A la charge du :

- **Lot n° 01 Gros-œuvre**, pour les besoins du chantier.
- **Chaque entreprise**, pour les besoins de ses travaux, intégrés, en cohésion, en adéquation et en harmonie avec les besoins du chantier

A Circulation de véhicules et de personnes aux abords immédiats du site. Prévoir des signalisations, des balisages circulatoires et des clôtures de type Héras en protection des zones de stockages clairement identifiées. Affichage fort et visible des zones chantier.

B Signalisation de danger temporaire en approche amont / aval du chantier. Signalisation de proximité immédiate en extérieur et liée au chantier (cheminement, passage pour piéton...), y compris entretien et adaptation.

Plan de circulation – Plan de zonage :

- ⇒ Sens de circulation et de manœuvre des véhicules et engins, séparation des circulations des piétons et des véhicules, organisation des manœuvres.
- ⇒ Accès au bâtiment, sens de circulation des piétons à définir, type de la « marche en avant » évitant tant que possible les croisements

C Zone tampon de stationnement.

D Modalités de gestion du trafic à mettre en place.

E Signalisation intérieure, extérieure (modalités de mise en place et d'entretien)

- 29) **Règles de déplacement :**

- ⇒ Dans le respect du code de la route
- ⇒ En fonction et dans le respect du règlement intérieur de l'établissement, du plan de circulation interne de l'établissement.
- ⇒ Sens de circulation et de manœuvre des véhicules et engins de chantier. Séparation physique des circulations entre les piétons et les véhicules. Organisation des manœuvres des engins de chantier, au cours des livraisons.

- 30) Les circulations à l'intérieur du chantier ne sont autorisées que sur les voies de desserte.

- 31) Dessertes locales (transports en commun) balisage des niveaux, accès et issues pour les approvisionnements et pour le personnel.

- 32) Affichage d'information par la Mairie pour ses usagés...

- 33) Accès centre bourg (Mairie, église...) balisage à mettre en place pour gérer et guider les flux.
- 34) Réalisation et entretien y compris les bennes jusqu'en décharges réglementaires :
- ↳ A la charge du :
- **Chaque entreprise** a la charge d'évacuer ses gravats, déchets depuis son poste de travail par ses propres moyens. Il n'est pas prévu la mise en place de benne commune, sauf en cas d'accord particulier entre des corps d'état désireux.
- 35) Mesure de nettoyage des engins devant circuler sur la voie publique et dans l'enceinte du chantier. Un pédiluve et un point d'eau seront disposés à la sortie de l'enceinte du chantier :
- ↳ A la charge du :
- **Lot n° 01 Gros-œuvre**
- 36) Mesure de vidange et de nettoyage des toupies de béton. Mise en place d'une plateforme carrossable, stable et plane, repérée et balisée, d'un système et d'une fosse de rétention, d'un point d'eau, structure adaptée de réception et de stabilité de la benne à béton... :
- ↳ A la charge du :
- **Lot n° 01 Gros-œuvre**
- 37) Mise à disposition permanent d'un KIT ANTIPOLLUTION sur le site :
- ↳ A la charge du :
- *Sans objet pour ce pgc csps*
- 38) Plateforme encaissée et carrossable pour l'accès, le stationnement, le stockage, la base vie... :
- ↳ A la charge du :
- *Sans objet pour ce pgc csps*
 - ⇒ Depuis le domaine public, une voie de circulation empierrée, stable et carrossable sera réalisée pour desservir la parcelle du projet.
 - Décapage de la plateforme et empierrement au droit et sur la totalité de la surface des constructions nouvelles et voiries futures.
 1. Une bande de roulement, stable, plan et compactée, en matériaux de carrière, d'une **largeur de 3.00M minimum** sera réalisée en périphérie de l'ouvrage pour les besoins des engins de chantier afin de faciliter les déplacements des piétons et la mise en œuvre des échafaudages de pied
 - Complément d'empierrement en matériaux de carrière pour les besoins d'accès aux constructions nouvelles.
 - Complément d'empierrement en matériaux de carrière pour recevoir les installations provisoires de chantier (base de vie) et les zones de stockages.
- 39) Remise en état du terrain et des lieux, des extérieurs et des abords, replie des installations de chantier :
- ↳ A la charge du :
- **Lot n° 01 Gros-œuvre, pour les besoins du chantier.**
- 40) Protections intérieures au droit des locaux existants (liaisons).
- ↳ A la charge du :
- **Lot n° 01 Gros-œuvre**
- 41) Les accès aux exploitations riveraines devront être maintenus.
- 42) Toutes les entreprises devront conserver la pérennité des ouvrages existants voisins.
- 43) Toutes les entreprises devront respecter en permanence le dégagement des accès aux riverains.

44) Toutes les entreprises devront respecter en permanence le dégagement des accès libres au locataire, à l'exploitant, aux fournisseurs, au public, aux secours. Organisation et mise en place de la gestion des flux.

45) **Suggestion de mise en place :**

⇒ A la charge du :

- **Lot n° 01 Gros-œuvre**, pour les besoins du chantier
 - **Chaque entreprise**, pour les besoins spécifiques liés à ses travaux, (Convoi exceptionnel, livraisons hors normes, stockage provisoire en dehors de la zone chantier, manutention...).
- ⇒ De déviations : **non**
 - ⇒ D'une circulation alternée : **oui**
 - ⇒ Des tunnels de protection, étanches à la poussière et à l'eau, suffisamment résistants au risque de chute d'objet seront créés pour chaque entrée d'immeuble : **oui**
 - ⇒ La signalisation provisoire de chantier dite de proximité et sur la zone travaux : **oui**
 - ⇒ Recette de matériaux : **oui**
 - ⇒ Engin de levage permanent (type télescopique) : **oui**
 - ⇒ Limitation de la vitesse sur les voies de circulation : **oui, au pas**
 - ⇒ Traversées de chaussée : **oui**
 - ⇒ Séparation physique, cheminement piétons, balisage et établissement de règles claires d'interférence entre engins, véhicules et piétons : **oui**
 - ⇒ Signalisation de danger temporaire en approche amont / aval du chantier. Signalisation de proximité immédiate en extérieur et liée au chantier (cheminement, passage pour piéton...), y compris entretien et adaptation : **oui**
 - ⇒ Chef de manœuvre, « homme trafic » : **oui**
 - ⇒ Parc spécifique pour les déchets : **oui**

□ **Protocole de chargement et de déchargement :**

46) Cheminement et stationnement sur domaine public et privé

47) Aide à la manœuvre permanente

48) Equipements des engins utilisés

49) Zone de retournement

50) Qualification des hommes

51) Vérification des matériels

52) L'ensemble des véhicules de chantier devra disposer au minimum d'un signal lumineux clignotant, gyrophare.

53) L'ensemble des véhicules de chantier devra disposer au minimum d'un signal sonore de recul.

54) Arrimage en sécurité d'engins sur véhicules routiers. Fiche INRS ED 6068 mars 2017

- ⇒ *Code du travail*
- ⇒ *Code de la route*
- ⇒ *Code des transports*

❑ **Protocole et mode opératoire de réparation des engins sur site :**

55) Plateforme dédiée aux réparations des engins (Vidanges, fuites sur un réseau fluides ou hydraulique). La plateforme devra être carrossable, plane et nivelée isolée et sécurisée contre les risques routiers avec rétention anti-pollution des fluides : **L'entretien régulier des véhicules et engins ne sera en aucun cas effectué sur le chantier**

56) Protocole et accueil au cours d'intervention des prestataires de services pour le remplacement de pièces mécaniques, pneumatiques ou toutes autres interventions d'entretien...

❑ **Protection contre l'incendie :**

Il sera obligatoirement mis en place des extincteurs appropriés aux différents risques :

57) Dans les locaux affectés au personnel

58) Dans les bureaux de chantier

59) Dans les locaux de stockage

60) Près des postes de travail, disponible à portée de main, les modalités seront à préciser et en particulier pour les :

⇒ **Toutes les entreprises**

61) Plan d'évacuation

62) Sujétions liées au site (exercices ...)

63) **Permis de feu** (notamment sur les chantiers de réhabilitation). Les mesures nécessaires à prévenir contre tous les risques d'incendie devront être prises par les entreprises auprès du Maître d'ouvrage. Oui, à la charge de chaque entreprise concernée et du maître d'ouvrage

64) Les travaux par points chauds regroupent :

⇒ Les opérations d'enlèvement de matières ou de désassemblage d'équipement (découpage, meulage, ébarbage...)

⇒ Les opérations d'assemblage (soudures) ou d'étanchéité (bitume)

65) Le triangle du feu :

⇒ Combustible

⇒ Comburant

⇒ Source d'énergie



❑ **Echafaudages :**

- ⇒ Aspect Technique
- ⇒ Aspect Organisationnel
- ⇒ Aspect humain
 - Aptitude médicale
 - Formation
 - Information

Et suivant le Décret 2004.924 – Arrête du 21/12/2004 – R 408 CNAM – La notice du fabricant

66) Les échafaudages de pied, roulant seront dus et à la charge du :

⇒ **Chaque entreprise en fonction de ses besoins et de ses obligations**, de façon à répondre aux besoins conformément à la réglementation en vigueur de toutes ses manutentions, élévations, échafaudages, plateformes, postes de travail en général.

67) En présence d'un coffret de chantier sur l'échafaudage, l'échafaudage devra être relié à la terre.

68) Avant l'utilisation d'un échafaudage et suivant son usage et les travaux à réaliser chaque entreprise devra prendre en considération les classes des planchers. La charge d'exploitation d'un échafaudage doit être affichée :

- ⇒ Classe 1 : contrôle et travaux avec outils légers. Pas de stockage de matériaux
- ⇒ Classe 2 – classe 3 : travaux d'inspection, peinture, ravalement, étanchéité, plâtrage, sans stockage entre les matériaux immédiatement utilisés.
- ⇒ Classe 4 – classe 5 : travaux de briquetage, bétonnage et plâtrage.
- ⇒ Classe 6 : travaux de maçonnerie lourde et gros stockage de matériaux

69) Aucun échafaudage ne devra être sensiblement modifié, démonté, transformé par une entreprise autre que l'entreprise responsable du montage et du démontage de l'échafaudage et suivant l'arrêté du 21 décembre 2004

70) Les travaux temporaires en hauteur ne doivent pas être réalisés lorsque les conditions météorologiques ou liées à l'environnement du poste de travail sont susceptibles de compromettre la sécurité et la santé des travailleurs.

❑ **Echafaudages mis en commun ou équipements, installations définitives pendant les travaux :**

⇒ A la charge du :

- *Sans objet pour ce pgc csps*
- Chaque entreprise, plan de travail adapté en fonction de la réalisation de tous ses ouvrages, dans le respect et conformément à la réglementation en vigueur.

⇒ **Et particulièrement pour les besoins des Lots :**

Décret n°2004-924 du 1^{er} septembre 2004 relatif à l'utilisation des équipements de travail mis à disposition pour des travaux temporaires en hauteur.

⇒ Article R.233-13-14 et Articles R.233-13-20 à R.233-13-37.

- 71) Examen d'adéquation rassemblant les besoins de chaque utilisateur,
- 72) Travaux temporaires en hauteur,
- 73) Echelles, escabeaux et marchepieds,
- 74) Les techniques d'accès et de positionnement au moyen de cordes,
- 75) Les échafaudages.

Arrêté du 21 décembre 2004 relatif aux vérifications des échafaudages et modifiant l'annexe de l'arrêté du 22 décembre 2000 relatif aux conditions et modalités d'agrément des organismes pour la vérification de conformité des équipements de travail.

- 76) Recommandation R408 – Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied.
Il peut être imposé à certains lots d'indiquer leurs besoins en surface, altitude et charges afin d'organiser la mise en commun d'échafaudages.
 - ⇒ Un examen d'adéquation sera fait avec tous les utilisateurs de l'échafaudage.
- 77) Echafaudage sur taquet d'échelle : Ce dispositif est à l'origine de nombreux accidents du travail graves ou mortels en France, mais aussi en Normandie, (Sources CARSAT Normandie, juin 2013). Il ne permet pas aux salariés de travailler en sécurité.
 - ⇒ Risques de chutes de hauteur,
 - ⇒ Risques de chute de l'équipement de travail lors du montage, du travail ou de la circulation à proximité.
- 78) Plateforme de Travail en Encorbellement (PTE) : Elles sont sources d'accidents du travail graves en Basse Normandie, la résistance des supports ou des appuis, les conditions de montage et de vérification étant notamment en cause, (Sources DRECCTE, octobre 2013). Articles R.4323-69 à R.4323-80 du code du travail. Note de calcul de fixation à l'ouvrage, à présenter par l'entrepreneur.
 - ⇒ Risques de chutes de hauteur,
Risques de chute de l'équipement de travail lors du montage, du travail ou de la circulation à proximité.

❑ **Voies ou zones de déplacement, de circulation horizontales ou verticales – Accès provisoires – Elévation du personnel :**

79) Article R.4224-3 du Code du Travail : « Les lieux de travail intérieurs et extérieurs sont aménagés de telle façon que la circulation des piétons et des véhicules puisse se faire de manière sûre ».

80)



Il peut être conseillé, l'utilisation d'ascenseurs de chantier, LIFT, ou des ascenseurs définitifs ou des nacelles élévatrices.

Ces matériels doivent être à jour des vérifications périodiques effectuées par un organisme agréé, rapport et registre de vérification mis à disposition sur le chantier.

81) Restriction sur l'utilisation d'échelles cf. décret 2004 -924 (accès sauf cas particuliers correspondants à impossibilité d'effectuer autrement les travaux, de courte durée, non répétitif)

82) Définir les cheminements piétons horizontaux et verticaux, en accord avec le M.O et le MOE, en tenant compte de l'évolution du chantier, au pourtour de l'ouvrage et dans l'ouvrage en cours de réalisation :

⇒ A la charge du :

- **Lot n° 01 Gros-œuvre**, pour les besoins et dans le périmètre du chantier.

Pour toute manœuvre et notamment de recul ou dans des conditions de visibilité réduite ou à proximité d'un point singulier, un signaleur informé et formé devra guider le conducteur et suivant le guide 8 signaux conventionnels.

⇒ A la charge du :

- **Toutes les entreprises en fonction de ses ouvrages**

83) Zone aménagée, voirie d'accès, réseaux, y compris l'entretien pendant la phase des travaux :

⇒ A la charge du :

- **Lot n° 01 Gros-œuvre**, pour les besoins et dans le périmètre du chantier

84) Pour les besoins du chantier est chargé de fournir, d'installer et d'entretenir les aménagements suivants :

- Plateforme d'accès depuis le domaine public
- Pistes de roulement nécessaires pour desservir la parcelle
- Plateformes de stockage et de base vie
- Plateforme sur l'emprise de la construction +3,00Ml minimum en périphérie
- Signalisation pour son chantier.

⇒ A la charge du :

- *Sans objet pour ce pgc csps*
Lot n° , pour les besoins et dans le périmètre du chantier
- **Chaque entreprise**, pour ses besoins et en dehors du périmètre du chantier, en harmonie, intégré et en adéquation avec les besoins, les spécificités du chantier et de l'environnement immédiat.

85) Un escalier métallique provisoire d'accès pour desservir toutes les plateformes de l'échafaudage, tous les étages de l'immeuble, jusqu'en couverture du bâtiment, sera mis en place pour et pendant les travaux de couverture, d'étanchéité et autres suivant besoins du chantier :

↳ A la charge du :

- *Sans objet pour ce pgc csps*

86) **Définir les équipements :**

87) Reboucher, autant que nécessaire, les tranchées à l'avancement et au fur à mesure de la mise en œuvre des réseaux. Passerelles de franchissements conformément à la réglementation en vigueur :

↳ A la charge du :

- *Sans objet pour ce pgc csps*

88) Les fouilles de fondations devront être refermées avec des matériaux de carrière, compactés (des essais à la plaque de bon compactage seront réalisés), plan et stabilisés, d'une sur largeur de 1,30M minimum des façades pour les besoins du charpentier, du couvreur, du ravalement et des TCE, dans la mise en œuvre des échafaudages de pied :

↳ A la charge du :

- *Sans objet pour ce pgc csps*

89) Escaliers définitifs, intégrés à l'ouvrage et à l'avancement des ouvrages :

↳ A la charge du :

- **Escalier existant**

90) Ascenseur définitif (avec protections, définir qui est autorisé à son utilisation et pour quelle utilisation) :

↳ A la charge du

- *Sans objet pour ce pgc csps*

91) Passages couverts – auvents – Tunnels :

↳ A la charge du

- *Sans objet pour ce pgc csps.*

92) Ascenseur de chantier / Monte-charge / Lift de chantier :

↳ A la charge du :

- *Sans objet pour ce pgc csps*

93) Passerelles, plateformes, équipées de garde-corps, stable :

↳ A la charge du :

- **Chaque entreprise suivant ses travaux, de ses obligations conformément à la réglementation en vigueur et du mode d'emploi, d'utilisation du fabricant.**

❑ **Approvisionnements – DHOL Document d’Harmonisation et d’Organisation des Livraison :**

94) **Seront définis et organisés :**

95) Chaque entreprise suivant son mode opératoire

96) **Suivant la recommandation R.476 livraison de matériaux de construction sur les chantiers du BTP :**

- ⇒ L’adéquation des équipements et des lieux de travail à ces opérations
- ⇒ La coordination des différents acteurs par un meilleur échange d’informations,
- ⇒ L’organisation du chantier,
- ⇒ La formation des différents acteurs

97) Recette à matériaux pour desservir les différents niveaux. (*Le stockage prolongé sur les terrasses et balcons des locataires est proscrit*) :

↳ A la charge du :

- A convenir

98) Utilisation des grues par les autres corps d’état :

↳ A la charge du :

- A convenir

99) Mise en place de sapine :

↳ A la charge du :

- Sans objet pour ce pgc csps

Décret n° 2004-924 du 1^{er} septembre 2004 : « Les contenants des charges en vrac destinés à être accrochés à un équipement de travail au levage doivent être aptes à résister aux efforts subis pendant le chargement, le transport, la manutention et le stockage de la charge et à s’opposer à l’écoulement intempestif de tout ou partie de celle-ci au cours des mêmes opérations ».

❑ **Mise en commun de moyens de levage et de manutention – METAH Mutualisation des Equipements de Travail et Accès en Hauteur :**

100) Grue à tour :

↳ A la charge du :

- A convenir

101) Camion grue mobile :

↳ A la charge du :

- A convenir

102) Recettes de matériaux :

↳ A la charge du :

- A convenir

Décret n° 2004-924 du 1^{er} septembre 2004 – Titre 2, chapitre 1, section III, article 38 :
« Les recettes doivent être aménagées de telle sorte que les travailleurs préposés aux opérations de chargement et de déchargement ne soient pas obligés, pour tirer la charge, de se pencher au-dessus du vide.

103) Monte- matériaux :

↳ A la charge du :

- A convenir

104) Monte-charge (à jour des vérifications périodiques effectuées par un organisme agréé, rapport et registre de vérification). Installation de l’entretien, du repliement de ces matériels, gestion des interfaces éventuelles :

↳ A la charge du :

- Sans objet pour ce pgc csps

❑ **MESA Mise en service des Ascenseurs définitifs en phase de chantier :**

105) Ascenseur, mise à disposition aux entreprises pour la distribution aux étages. Protocole et convention à convenir pour une mise à disposition et protection de la cabine en phase chantier :

⇒ A la charge du :

▪ *Sans objet pour ce pgc csps*

❑ **Manutentions manuelles des charges :**

106) Evaluation préalable des manutentions et organisation des postes de travail afin de limiter les risques découlant de la manutention manuelle. L'entreprise devra définir en collaboration avec son médecin du travail les mesures appropriées.

107) Privilégier la mise en place de la mécanisation du transport vertical des personnes et des charges sur les chantiers (construction, réhabilitation, entretien d'ouvrages)

108) **RECOMMANDATION du Comité Technique National des Industries du Bâtiment et des Travaux Publics – R.477**

- ⇒ Favoriser la mécanisation du transport de personnes et des charges,
- ⇒ Promouvoir la mise en commun des moyens de transport et manutention,
- ⇒ Effectuer une évaluation préalable pour déterminer les moyens de prévention les mieux adaptés



Lift sur crémaillère, circulation verticale pour l'usage des personnes, des matériaux et matériel.

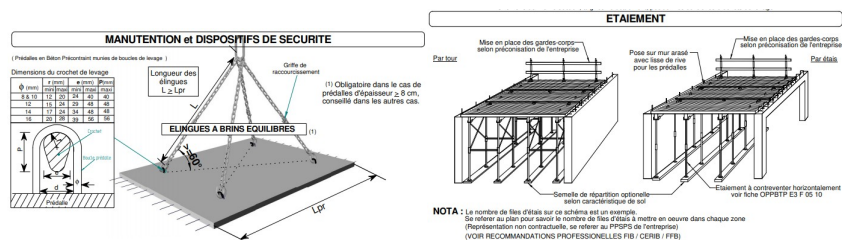
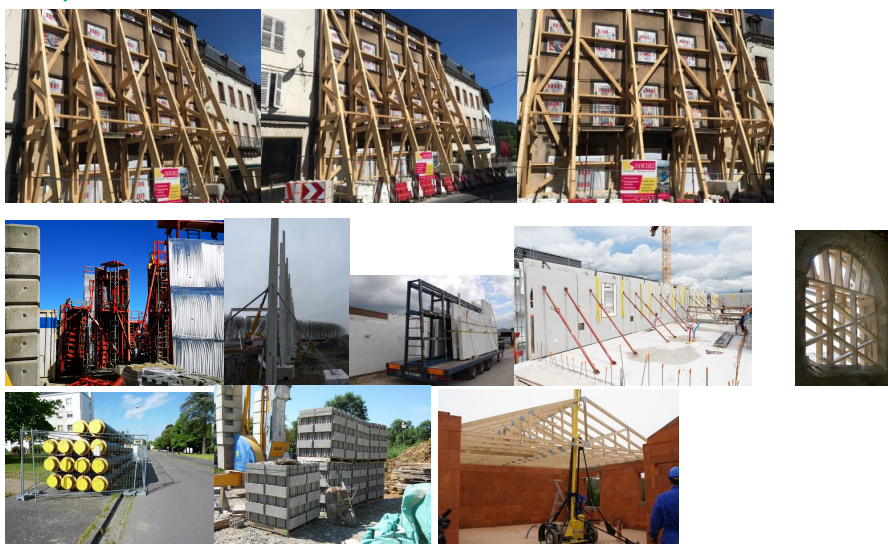
⇒ Objectif :

- a) Réduire au maximum la manutention manuelle et le transport des charges par le personnel
- b) Améliorer les conditions d'accès des personnes à leur poste de travail,
- c) Améliorer l'organisation et la logistique du chantier en privilégiant la mise en commun des moyens,
- d) Proposer, pour le levage de charges, un complément à la grue à tour.

❑ Stabilisation provisoire :

- 109) Décret du 23 août 1947 « Appareil de levage, en particulier les dispositions concernant la résistance des appareils, le déplacement, le non-balancement et l'indication des charges »
- 110) Décret du 8 janvier 1965 « La stabilité des installations et des engins de toute nature mis en œuvre sur les chantiers doit être assurée d'une manière efficace »
- 111) Mise en œuvre de dispositifs permettant d'immobiliser un élément préfabriqué en phase provisoire (avant liaison définitive avec l'ensemble des éléments porteurs d'un ouvrage) en phase définitive (par divers systèmes possibles de liaison à l'ossature)
- 112) Terrassement ;
- 113) Démolition ;
- 114) Contreventement provisoire ;
- 115) Différents stockages, banches, matériaux, assemblage au sol de charpente...
- 116) Plancher et prédalle, conformément à l'étalement prescrit par le fabricant.

Exemples favorables



Exemples défavorables



Les différents supports, (liste non exhaustive) :

- ⇒ Qualipremur, guide des bonnes pratiques premur
- ⇒ Note Technique NT 108
- ⇒ Recommandation du risque de renversement des banches R399 – R280
- ⇒ Fiche OPPBTP : stabilisation des murs maçonnés en phase de construction
- ⇒ Recommandation de montage de charpentes lourdes métalliques R356
- ⇒ Recommandation éléments en béton de grande dimension R362
- ⇒ Références, fiches prévention OPPBTP, CARSAT, INRS

❑ Travail isolé et espaces confinés :

117) Travail isolé : L'employeur se doit d'apprécier les situations de travail isolé et leurs conséquences éventuelles dans le cadre de son évaluation des risques. Il lui appartient de prendre les mesures de prévention et d'organisation des secours appropriées à mettre en œuvre. En l'absence de définition réglementaire du travail isolé, c'est l'évaluation des risques qu'est tenu de mener l'employeur qui doit permettre d'identifier les situations d'isolement prolongé ou ponctuel, habituel ou fortuit, et les risques associés. Il revient ensuite à l'employeur de déterminer les mesures appropriées à leur prévention.

↳ En raison notamment de la grande diversité de situations rencontrées, le Code du travail confère à l'employeur le pouvoir et la responsabilité :

- ⇒ D'identifier les situations d'isolement physique,
- ⇒ D'apprécier l'opportunité de prendre en considération ces situations et d'y remédier
- ⇒ De déterminer les mesures appropriées à leur prévention

↳ Cette approche conduira à l'évidence, à rechercher des mesures organisationnelles, des mesures de protection collective, des moyens de protection individuelle, mais aussi des mesures de formation et d'information des travailleurs appropriés aux problèmes spécifiques liés à l'isolement.

↳ **Organisation des secours et alerte**

Dans le cadre de l'évaluation des risques, il appartient également à l'employeur de prendre les dispositions nécessaires pour assurer les premiers secours aux accidentés et aux malades. Cette organisation des secours devra s'appuyer sur une analyse des risques liés aux postes de travail, aux procédés mis en œuvre et aux conditions dans lesquelles ce travail est effectué.

L'organisation des secours implique dans la plupart des cas la présence de personnels spécialement formés aux premiers soins, la mise à disposition d'un matériel des premiers secours adapté et accessible et l'élaboration d'un protocole interne d'administration des soins d'urgence et d'appel des services extérieurs de secours. Pour être efficace l'organisation des secours doit porter sur tous les maillons de la chaîne de secours (c'est-à-dire l'alerte, la réception de celle-ci, la réponse qui en est

faite, l'intervention des secours internes et externes à l'entreprise et le transfert dans les services d'urgence hospitaliers).

Ce protocole d'organisation des secours doit prévoir des mesures prenant en compte les particularités des risques liés au travail isolé. Ainsi, l'organisation de l'alerte et la formation des sauveteurs secouristes du travail, premier maillon interne à l'entreprise de la chaîne de secours, permettent d'assurer les premiers gestes d'urgence, avant la prise en charge de la victime par le maillon professionnel que sont les sapeurs-pompiers et les secours médicalisés.

C'est de cette analyse que résultera l'éventuelle décision de mettre à disposition des travailleurs des dispositifs d'alarme pour travailleurs isolés (DATI) qui constituent une mesure possible s'inscrivant dans la perspective d'une bonne organisation des secours. La fourniture et le choix de ces équipements seront justifiés par leur adéquation avec la situation et leur cohérence avec les autres mesures mises en place.

Attention ! La mise à disposition d'un DATI ne peut se substituer aux mesures définies pour prévenir les risques et satisfaire à l'obligation générale de sécurité.

Comment fonctionne un DATI ?

La mission d'un dispositif d'alarme du travailleur isolé (DATI) est de transmettre une alarme correspondant à une situation jugée critique par un travailleur isolé vers une personne ou une structure chargée de déclencher les secours. Le message d'alarme peut contenir des informations sur la position du travailleur isolé (coordonnées GPS, balises de passage...) facilitant l'intervention des secours.

Dans quel cadre doit être déployé un DATI ?

Le rôle du DATI est, s'il est opérationnel, de transmettre une alarme. Mais avant d'équiper un travailleur isolé d'un DATI, un certain nombre de questions doivent trouver une réponse.

Mais il y a une question préalable à laquelle il faut impérativement répondre : si le DATI n'est pas opérationnel de manière momentanée ou permanente, comment s'assurer que le travailleur isolé n'est pas en situation de détresse ?

Autres points à clarifier avant la mise en place d'un DATI

- À qui transmettre l'alarme ?
- Comment faire la différence entre une alarme réelle et une alarme « parasite » ?
- Qui a déclenché l'alarme ?
- Où se trouve le travailleur isolé ?
- Quels sont les risques inhérents au site où il se trouve ?
- Comment matériellement accéder au site ?
- Quels secours doivent être déclenchés ?
- Comment s'assurer de l'efficacité des mesures en place ?

Les réponses à toutes ces questions permettront de rédiger et d'enrichir une procédure pour l'organisation des secours, procédure qui doit rester le plus simple possible et dont l'efficacité devra être auditée régulièrement.

118) Espaces confinés (vide sanitaire, réservoirs d'eau potable, ascenseurs...) : un espace confiné est un espace totalement ou partiellement fermé,

- ↳ Qui n'est ni conçu, ni construit comme un poste de travail et qui n'est pas destiné à l'être, mais qui, de façon occasionnelle, peut être occupé temporairement par des personnes dans le cadre d'une inspection, d'un entretien ou d'une réparation ;
- ↳ Auquel les moyens d'accès sont restreints, empêchant l'air de circuler librement ;
- ↳ Au sein duquel l'atmosphère peut présenter un danger pour la santé et la sécurité de quiconque y pénètre, en raison :
 - a) De l'insuffisance de ventilation naturelle ou mécanique,
 - b) Des matières ou substances qu'il contient,
 - c) De sa conception,
 - d) De son emplacement,
 - e) Des équipements qui y sont utilisés,
 - f) Ou de la nature des travaux qui y sont effectués.

Références fiches INRS « espaces confinés » ED967 ; ED703 ; TJ24 ; ED6106
www.inrs.fr/risques/espaces-confinés.html

Références OPPBTP, fiche prévention I2 F 02 12

Références BUREAUPREVENTICAS A7 M 01 02

❑ **Ecoulement des eaux et épuisement :**

119) En cas de présence d'eau dans les fouilles ou ouvrages enterrés, les entreprises concernées (Maçonnerie, Couverture, VRD, etc.) devront prévoir l'épuisement permanent.

❑ **Les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres – Remblais :**

120) Le maître d'ouvrage doit, avant toute intervention des entreprises sur le chantier prendre les mesures prévues aux articles R4533-2 à R4533-5 du Code du travail, à savoir :

Article R4533-5

Les matières usées sont évacuées conformément aux règlements sanitaires en vigueur

121) Loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement – Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 – Arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.

122) Trois types de décharges ou centre d'enfouissement Technique CET :

- ⇒ De classe 1 pour les déchets dangereux
- ⇒ De classe 2 pour les déchets dits « non dangereux »
- ⇒ De classe 3 pour les déchets inertes.

123) Affouillement ou exhaussement du sol soumis à déclaration ou à autorisation d'urbanisme. S'ils ne sont pas liés à un permis de construire, ces travaux sont soumis en fonction de leur hauteur, de leur surface et de leur localisation. Les remblais de terrain constituent des exhaussements du sol, Par conséquent, les travaux de remblaiement peuvent être soumis à déclaration préalable ou à autorisation eu titre de l'urbanisme. Suivant l'article R.111-14, R.111-2 du code de l'urbanisme.

124) Chaque entreprise à l'obligation de **nettoyer désinfecter** son poste de travail et son chantier et d'évacuer quotidiennement ses déchets, emballages, gravas...

Dans le cas contraire une entreprise de nettoyage extérieure au chantier sera désignée par le Maître d'ouvrage pour procéder au nettoyage. La facturation sera portée au prorata des entreprises.

Idem pour le nettoyage de la voirie

Faire figurer sur le plan d'installation de chantier élaboré par les entreprises les zones de stockage ou de reprise

125) Pollution :

- ⇒ Stockage sur rétention
- ⇒ Kits anti-pollution permanent sur le site
- ⇒ Nettoyage des engins et outils avec produits non dangereux.

126) Réservations dans voiles, poutres, ou planchers BA :

- ⇒ Ne pas utiliser des matériaux pouvant devenir des déchets volatiles, et non recyclable, du type polystyrène. Il faudra privilégier les matériaux durs, du type béton cellulaire, ou le carottage à la foreuse portative

❑ **Déchets :**

- 127) **Déchets Inertes** : qui ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune réaction chimique, physique ou biologique de nature à nuire l'environnement.

Exemple : terre, matériaux de terrassement non pollués, béton armé, pierre, briques, carrelages, ardoise, laine de roche...

- 128) **Déchets Dangereux D.D.** : présentant une ou plusieurs propriétés de danger ou contenant des substances toxiques ou nocives pour l'homme ou pour l'environnement.

Exemple : bois traités avec des sels ou oxydes de métaux lourds, amiante, accumulateur, piles, peintures, solvants, accessoires et matériaux souillés (pinceaux, brosses, filtres, masques, gants...), agents chimiques (ignifuges, pesticides...), huile...

- 129) **Déchets Industriels Banals D.I.B.** : ménagers et assimilés, ils comprennent tous les déchets qui ne sont pas inertes, ni dangereux.

Les emballages font partis des D.I.B. mais sont traités à part. Ils sont obligatoirement valorisés.

Exemple : bois non traités, déchets verts, plâtre, métaux, matière plastiques, caoutchouc, moquettes, colles, polystyrène expansé, verre...

- 130) Réduction à la source de la production des déchets.

❑ **Limitations des pollutions par les produits toxiques :**

Les entreprises veillent à respecter les dispositions suivantes :

- 131) L'emballage devra être clairement étiqueté selon les classifications des produits,
132) Contenus dans un seul type d'emballage, l'emballage devra être refermé après chaque utilisation,
133) Manipulation sur une aire étanche avec bac de rétention,
134) Le personnel devra être protégé conformément aux préconisations du fabricant et de la réglementation en vigueur,
135) Le stockage se fera dans des containers spécifique et ventilé, conformément à la réglementation en vigueur avec bac de rétention. **Stockage INTERDIT dans les locaux de la base de vie, réfectoire, vestiaires, sanitaires, bureau de chantier...**

❑ **Rejets dans l'air :**

Les entreprises veillent à respecter les dispositions suivantes :

- 136) Le matériel de ponçage est impérativement muni d'un aspirateur,
137) Des arrosages réguliers du sol sont effectués afin d'éviter la production de poussière en période sèche,
138) Les aires bétonnées doivent être balayées, les poussières sont évacuées dans la benne à Déchets Inertes,
139) Les envois de matériaux sont évités en adaptant des techniques de construction,
140) Les stockages de matériaux légers seront munis de couvercles ou tout dispositif ayant les mêmes effets.

❑ **Limitation des nuisances sonores :**

Décret n° 88-523 du 5 mai 1988, abrogé par Décret n° 95-408 du 18 avril 1995.

Ceci convient à la fois pour les riverains et pour le personnel du chantier

Les entreprises veillent à respecter les dispositions suivantes :

- 141) Eviter les reprises au marteau piqueur sur du béton sec : les réservations seront planifiées le plus efficacement possible, un suivi rigoureux évite les reprises.
- 142) Les travaux nécessitant l'emploi de machines-outils bruyantes sont planifiés de façon à ce qu'il n'y ait pas plusieurs sources bruyantes en fonctionnement simultanés.
- 143) Des écrans sonores constitués par des installations de chantier, les stockages de matériaux, sont mis en place afin de réduire les nuisances pour les riverains.
- 144) Eviter les chutes de matériels
- 145) Privilégier les engins pneumatiques, à service rendu équivalent,
- 146) Serrage à clé pour le matériel de coffrage,
- 147) Aiguilles vibrantes non bruyantes,
- 148) Gestion du trafic et des horaires du chantier,
- 149) Insonoriser les engins ou matériels fixes.

Les entreprises auront l'obligation de suivre les réglementations relatives au bruit qui doivent être prises en considération en ce qui concerne les niveaux de bruit émis par le matériel qui sera utilisé sur le chantier. Elles fourniront au démarrage du chantier la liste détaillée des engins ou équipements qui seront utilisés (marque, type, niveau sonore, année...)

❑ **Conditions météorologiques – Intempéries – Ambiance thermique sur les chantiers :**

Chaque entreprise veillera à ne pas exposer ses salariés aux risques découlant des conditions climatiques (neige, verglas, vent, orage, canicule).

- 150) Malaises et chutes liés aux températures extrêmes (hautes et basses)
- 151) Choc et écrasement liés à la chute d'objet par grand vent
- 152) En cas de forte chaleur et alerte canicule. Il sera fortement conseillé d'ajuster les horaires de travail afin de cesser toute activité en extérieur non couvert au moment les plus chauds de la journée (de 15h00 à 17h00).

⇒ L'approvisionnement en eau devra être suffisant pour éviter toute déshydratation des salariés (3L d'eau par jour et par personne).

⇒ **Article R4534-143** du code du travail :

« L'employeur met à disposition des travailleurs de l'eau potable et fraîche pour leur permettre de se désaltérer et de se rafraîchir. Lorsqu'il est impossible de mettre en place l'eau courante, la quantité d'eau mise à disposition à cette fin est d'au moins trois litres par jour par travailleur. Les conventions collectives nationales prévoient les situations de travail, notamment climatiques, pour lesquelles des boissons chaudes non alcoolisées sont mises gratuitement à la disposition des travailleurs. »

⇒ **Article R4463-8** du code du travail :

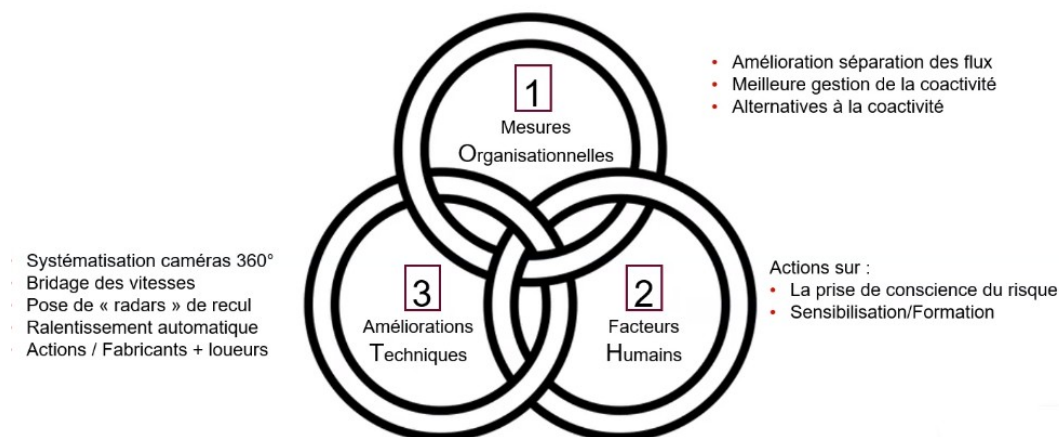
« Le plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6, le plan général de coordination prévu à l'article L. 4532-8, et le plan particulier de sécurité et de protection de la santé prévu à l'article L. 4532-9 tiennent compte, le cas échéant, des risques liés à l'exposition aux épisodes de chaleur intense. »

⇒ **Article R4463-6** du code du travail :

« L'employeur définit les modalités de signalement de toute apparition d'indice physiologique préoccupant de situation de malaise ou de détresse, ainsi que celles destinées à porter secours, dans les meilleurs délais, à tout travailleur et, plus particulièrement, aux travailleurs isolés ou éloignés. Elles sont portées à la connaissance des travailleurs et communiquées au service de prévention et de santé au travail. »

❑ Risque de heurt et de collision :

⇒ Agir sur les 3 axes de la prévention :



⇒ Accidentologie :



Source : Base EPICEA / INRS

⇒ Angles morts :



⇒ **En phases conception, préparatoire et travaux :**

- *Identifier les zones et les phases critiques du chantier dans le déroulement des travaux (par exemple croisement des flux, superposition des tâches).*
- *Eviter la présence des piétons et d'obstacles dans la zone d'évolution des véhicules et engins et permettant de supprimer les croisements de véhicules et engins.*
- *Utiliser en priorité les engins présentant les meilleures caractéristiques de conception en termes de visibilité, d'ergonomie et de résistance aux collisions des postes de conduite, et adaptés aux besoins et aux contraintes du chantier.*
- *Privilégier les travaux hors circulation*
- *Mettre en place un phasage des travaux permettant de supprimer les croisements de flux et de limiter ceux qui ne peuvent être supprimés.*
- *Définir les aires de stationnement, de stockage et de retournement*
- *Prévoir et définir la signalisation temporaire de chantier adaptée*
- *Organiser les circulations, les flux, le temps et le rythme de travail, et la co-activité des équipes*
- *Mettre en place et maintenir dans le temps les mesures organisationnelles définies en phase préparatoire : plan de circulation, signalisation temporaire de chantier, règles de conduites, etc.*
- *PIC évolutif en lien avec le ¼ sécurité*
- *Construire et entretenir les pistes adaptées et dimensionnées à la circulation du chantier*
- *Mettre en place un homme trafic*
- *Mettre à disposition et veiller au port des EPI adaptés*
- *Mettre à disposition du matériel vérifié suivant les réglementations en vigueur*
- *Former et vérifier les compétences des conducteurs : conducteurs titulaires d'une autorisation de conduite obligatoire, obtenue à partir d'un CACES correspondant à la catégorie concernée.*
- *Faire respecter l'ensemble des dispositions prévues en phases conception et préparatoire.*
- *Diffuser et faire appliquer les procédures et les règles de circulation, stationnement, chargement et déchargement, les conduites à tenir en cas de mauvaises conditions météorologiques*

⇒ **Brochure INRS ED6083 : prévenir les collisions engins-piétons**

⇒ **Recommandation R434 : prévention des risques occasionnés par les véhicules et engins circulant ou manœuvrant sur les chantiers du BTP**

❑ **Sécurité dans les travaux sur existants :**

153) Pour les travaux de réhabilitation, lourde ou exceptionnelle

154) **Note Technique 108 de la CNAMTS**, annule et remplace la recommandation « Sécurité dans les travaux sur existants » du 18 mai 1988

155) Le rapport NORA (décembre 1975) distingue 4 niveaux de réhabilitation :

⇒ *Réhabilitation légère :*

- Installation d'un équipement sanitaire parties privatives

⇒ *Réhabilitation moyenne :*

- Equipement sanitaire s'accompagnant de travaux plus complets sur les parties privatives, électricité, chauffage

⇒ *Réhabilitation lourde :*

- Outre les travaux précédemment décrits, elle comporte une redistribution des pièces ou des logements, avec interventions plus complètes sur les parties communes

⇒ *Réhabilitation exceptionnelle :*

- Peut aller jusqu'à reprendre la structure porteuse de l'immeuble lorsque la solidité est atteinte en profondeur
- La présence de matériaux dangereux (amiante, plomb...) peut être à l'origine de maladies et d'intoxications graves
- Les approvisionnements posent également problème, quand il y a impossibilité de livrer « par le haut » et circulation sur des surfaces construites fragiles
- L'évacuation des gravats et des déchets est aussi à prendre en compte dans l'organisation du chantier.

❑ **Risque routier en entreprise :**

⇒ La route, première cause de mortalité des accidents du travail (sources SMABTP, MMA)

⇒ Deux risques guettent les collaborateurs conducteurs :

- Le **risque mission**, pour les collaborateurs qui se déplacent dans le cadre de leur activité professionnelle.
- Le **risque trajet**, pour les collaborateurs qui se déplacent de leur lieu de travail à leur domicile ou leur lieu de restauration.

⇒ Prévenir ces risques au respect des règles concernant l'alcool au volant, les limitations de vitesse, le port de la ceinture de sécurité, l'utilisation du téléphone, etc...

⇒ Le travail, c'est stimulant, mais ça peut être risqué... Surtout quand il est mal organisé et met les salariés en retard !

⇒ Quelles sont les responsabilités en cas d'accident ?

⇒ Etablir un plan de prévention des risques routiers

⇒ Les 7 engagements des chefs d'entreprise du 11 octobre 2016 pour une route plus sûre.

⇒ Loi n°91-1414 du 31 décembre 1991

⇒ www.securite-routiere.gouv.fr/chacun-sa-conduite/le-risque-routier-professionnel

3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE ET LES SUJETIONS QUI EN DECOULENT :

3.1. Protections collectives :

Les protections collectives devront être systématiquement maintenues, entretenues, adaptées, à tout moment, pendant et sur toutes les phases et la durée du chantier.

Chaque entreprise devra exprimer ses besoins en matière de protections collectives contre les chutes de hauteur en concertation avec l'entreprise principale entre autres et les Lots concernés, à tout moment et à adapter en fonction de l'évolution et de l'avancement sur toute la durée du chantier.

Les protections collectives énumérées et proposées ci-dessous ne le sont qu'à titre indicatif.

Chaque protection collective devra faire l'objet d'une analyse des risques de la part de l'entreprise concernée et suivant l'ouvrage à exécuter. Ces protections collectives devront être mises en place suivant un mode opératoire préalablement défini par l'entreprise concernée.

Les protections collectives devront être conçues, adaptées, montées conformément à la réglementation en vigueur et du mode d'emploi du fabricant.

Les zones d'interventions seront largement identifiées. Les interventions successives seront privilégiées. Les interventions simultanées se feront dans des zones clairement définies en limitant au maximum la co activité.

Lot n° 01 Démolition – Gros-œuvre – Faïence, pour les besoins du chantier et de ses ouvrages. Risques propres, importés et exportés. Liste non exhaustive :

- ⇒ Analyse du risque
- ⇒ Mode opératoire
- ⇒ Sécurisation et fermeture du chantier en lien avec le **Lot n° 03 Menuiserie intérieure.**
- ⇒ Protections collectives – Garde-corps, en lien avec le **Lot n° 03 Plâquisterie.**
- ⇒ Engins de levage (grue, camion grue...)
- ⇒ Stabilisation provisoire
- ⇒ Engins de chantier : risques de heurts, de collision, de renversement d'engin, rupture d'élingue, d'écrasement. Gestions des flux
- ⇒ Rebouchage des fouilles et tranchées
- ⇒ Gestion des flux, balisage, signalisation temporaire de chantier à adapter suivant l'avancement des travaux
- ⇒ Plaque de fermeture ou platelage au droit des trous et des trémies
- ⇒ Plate-forme élévatrice mobile de personnel PEMP
- ⇒ Echafaudages de pied et roulant, conçus et adaptés
- ⇒ PIR
- ⇒ Extincteur
- ⇒ En règle générale et à tout moment du déroulement du chantier, laisser libre et en sécurité l'accès au chantier et aux bâtiments.

Lot n° 02 Menuiseries extérieures, pour les besoins de ses ouvrages, risques propres, importés et exportés. Liste non exhaustive :

- ⇒ Analyse du risque
- ⇒ Protections collectives
- ⇒ Plate-forme élévatrice mobile de personnel PEMP
- ⇒ Echafaudages de pied et roulant, conçus et adaptés
- ⇒ PIR
- ⇒ Extincteur

Lot n° 03 Plâquisterie – Menuiseries intérieures – Faux plafonds, pour les besoins de ses ouvrages, risques propres, importés et exportés. Liste non exhaustive :

- ⇒ Analyse du risque
- ⇒ Protections collectives
- ⇒ **Sécurisation et fermeture du chantier en lien avec le Lot n° 01 Gros-œuvre**
- ⇒ **Le présent Lot sera chargé des protections collectives intérieures, en substitution et après le départ du chantier du Lot n° 01 Gros-œuvre**
- ⇒ Plate-forme élévatrice mobile de personnel PEMP
- ⇒ Echafaudages de pied et roulant, conçus et adaptés
- ⇒ PIR
- ⇒ Extincteur

Lot n° 04 Peintures – Sols souples, pour les besoins de ses ouvrages, risques propres, importés et exportés. Liste non exhaustive :

- ⇒ Analyse du risque
- ⇒ Protections collectives
- ⇒ Echafaudages de pied et roulant, conçus et adaptés
- ⇒ PIR

Lot n° 05 Electricité, pour les besoins de ses ouvrages, risques propres, importés et exportés. Liste non exhaustive :

- ⇒ Analyse du risque
- ⇒ Protections collectives
- ⇒ Plate-forme élévatrice mobile de personnel PEMP
- ⇒ Echafaudages de pied et roulant, conçus et adaptés
- ⇒ PIR
- ⇒ Extincteur
- ⇒ Formation spécifique du personnel aux risques électriques

Lot n° 06 Plomberie – Chauffage – Ventilation, pour les besoins de ses ouvrages, risques propres, importés et exportés. Liste non exhaustive :

- ⇒ Analyse du risque
- ⇒ Protections collectives
- ⇒ Plate-forme élévatrice mobile de personnel PEMP
- ⇒ Echafaudages de pied et roulant, conçus et adaptés
- ⇒ PIR
- ⇒ Extincteur
- ⇒ Permis feu, suivant l'analyse de risque de l'entreprise, travaux en raccordement de l'existant par exemple
- ⇒ Formation spécifique du personnel aux risques électriques

En règles générales et pour l'ensemble des Lots et des entreprises y compris sous-traitants qui sont présent sur le chantier, pour les besoins de ses ouvrages :

- ⇒ PIR
- ⇒ Echafaudage de pied et roulant, stables conçus et adaptés
- ⇒ EPI adaptés
- ⇒ Machines et engins en état normal d'usage, d'utilisation, et de fonctionnement, conformément au mode d'emploi du fabricant, contrôlés périodiquement, et conformément à la réglementation en vigueur.

En accord avec le M.O et le MOE, chaque entreprise aura à sa charge la maintenance et l'entretien des protections collectives mises en place pendant toute la durée de son intervention par le :

↳ **Lot n° 01 Gros œuvre**

Dans le cas où une entreprise, pour les besoins de son intervention, devrait retirer les protections collectives mises en place par l'entreprise qui la précède. C'elle ci devra mettre les moyens technique et humain de façon à les substituer et les remplacer au préalable par un dispositif de protections collectives au moins équivalent et règlementaire.

Les entreprises intervenant sur le chantier élaborent et présentent une procédure ou un mode opératoire permettant d'assurer les salariés contre le risque de chute de hauteur lors de la mise en place et du démontage des protections collectives.

Les protections collectives doivent toujours être privilégiées par rapport aux protections individuelles.

Elle devra passer les consignes à (aux) autres entreprises et celles appelées en sous traitance.

156) *Article R.4323-59 du Code du Travail : « La prévention des chutes de hauteur à partir d'un plan de travail est assurée :*

- ⇒ Soit par des garde-corps intégrés ou fixés de manière sûre, rigide et d'une résistance appropriée, placée à une hauteur comprise entre un mètre et 1.10 ml et comportant au moins :
 - i. Une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps ;
 - ii. Une main courante ;
 - iii. Une lisse intermédiaire à mi-hauteur ;
- ⇒ Soit par tout autre moyen assurant une sécurité équivalente. ».

157) *Lorsque des dispositifs de protection collective (Doivent être toujours privilégiés) ne peuvent être mis en œuvre à partir d'un plan de travail, la protection individuelle des travailleurs doit être assurée. En cas d'enlèvement des protections collectives, le travail ne peut être entrepris et réalisé sans l'adoption de mesures de sécurités compensatoires efficaces.*

158) *Responsabilité face aux protections collectives :*

- ⇒ Chaque entreprise qui mettra en place les protections collectives en est responsable et doit en assurer le contrôle.

Les protections collectives seront décrites le cas échéant, dans le PPSPS.

159) *Responsabilité des entreprises intervenant sur le site utilisant des installations communes ou déjà en place :*

- ⇒ S'assurer de la bonne mise en place des protections, de leur bon état et de leur conformité.
- ⇒ Tout entrepreneur, intervenant sur le chantier, à la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment la stricte et constante application des dispositions destinées à assurer la sécurité de son personnel. Cette vérification doit l'amener, dans le cas où les mesures de sécurité mises en place par l'entrepreneur qui le précède, s'avèrent inadaptées aux risques encourus, à mettre en place, à ses frais, la protection nécessaire et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur.

160) *Tranchées – Talutages – Terrassement :*

161) [Article R. 4534-25 du code du travail](#)

162) *7 causes principales de l'éboulement d'une fouille en excavation :*

- ⇒ La profondeur de la fouille
- ⇒ Cohésion du terrain, couche hétérogène
- ⇒ Surcharge des bords de fouille
- ⇒ Nappe d'eau
- ⇒ Présence d'ouvrage ou de remblai fraîchement mis en place
- ⇒ Intempéries
- ⇒ Vibrations
- ⇒ Mais aussi, cavités souterraines, ouvrages ou arbres proches du bord de fouille, nappe phréatique

⇒ *A mettre en place :*

- ⇒ *Passerelles de franchissement équipées et réglementaires ;*
- ⇒ *Blindage de tranchée <1,30M de profondeur ;*
- ⇒ *Talutage approprié et en conséquence ;*
- ⇒ *Boutonnage ;*
- ⇒ *Palplanche ;*
- ⇒ *Paroi cloutée ;*
- ⇒ *Berlinois.*

163) *Démolition :*

- ⇒ *Matériel adapté*
- ⇒ *Personnel spécialement formé et dans le respect le plus stricte des règles de l'art*
- ⇒ *Butonnage, Etalement, Etreillage...*
- ⇒ *Consolidation, Stabilisation provisoire*
- ⇒ *Norme XPCEN/TS 13778*
- ⇒ *Qualification 1208 – Certifications QUALIBAT*
- ⇒ *Syndicat National des Entreprises de Démolition SNED FFB.*

164) *Risques liés à l'utilisation d'engins à proximité de réseaux aériens ou enterrés*

- ⇒ Mise en place de gabarits
- ⇒ Demande de mise hors tension
- ⇒ Mise en place de panneaux de signalisation

165) *Banche de coffrage :*

- ⇒ *Equipée de passerelle, de plate-forme en encorbellement, protections extérieures collectives (garde-corps), d'échelle intérieure et de trappe d'accès, tir pousse, de systèmes de stabilisation, dispositif de préhension, protection d'about, plate-forme de bétonnage :*
 - *Norme AFNOR P 93-350 « banches pour ouvrages en béton » de novembre 1989*
 - *Norme AFNOR P 93-351 « plates formes en encorbellement »*
 - *Recommandation N° R 280 de juillet 1986*
- 1. *Fiche N° E3 F 01 92*

166) *Protection à la pose de la charpente :*

- ⇒ A la grue mobile ou autre engin de levage.
- ⇒ A la nacelle élévatrice avec le port du harnais fixé au point d'accroche de la nacelle.
- ⇒ Pas d'utilisation d'échelle.

167) *Protection avant et pendant la pose de la couverture :*

- ⇒ Mise en place de filets en sous face et avant la pose de la couverture.
 - *PV de conformité de montage et de bonne tenue, à présenter*
- ⇒ Mise en place de protections collectives en périphérie de la structure charpente.

168) *Trémies et trous sur dallage au sol :*

- ⇒ Obturation par la pose de platelage suffisant en dimension par rapport à la trémie ou au trou, des fixations suffisantes et adaptées et d'une résistance suffisante pouvant éviter les risques de chute ou de basculement de nacelle élévatrice et ou échafaudage roulant.

169) *Protection à la pose des planchers avec prédalles :*

- ⇒ Goujons intégrés au coulage de la prédalle. Mise en place du garde-corps depuis le camion, avant le déchargement et restant en place en bordure de dalle au moment et après la pose.
- ⇒ Manutention, élingage
- ⇒ Stabilisation provisoire, étaieement

170) *Protection des planchers :*

- ⇒ Garde-corps provisoires en périphérie des élévations avant le coffrage de la dalle.

171) *Protection des baies, balcons, terrasses à tous les niveaux :*

- ⇒ Garde-corps provisoire ou allège <1Ml de hauteur.
- ⇒ Mise en place d'un échafaudage de pieds en périphérie des bâtiments et formant garde-corps. Le public ne devra pas en avoir l'accès et particulièrement depuis les logements.
- ⇒ Protocole à convenir avant le début des travaux et à mettre en place au cours des travaux entre les Lots n° _ au moment de la dépose des garde-corps existants et la pose des garde-corps neufs.

172) *Protection Amiante et Plomb :*

Arrêté du 8 avril 2013, application des articles R4412-111 et R4412-113 du code du travail

Les règles techniques et les moyens de protections collectives à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.

Les entreprises indiquent dans leur P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indiquent le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

- Arrêté du 1^{er} juillet 2012, deux catégories de centre de stockage de déchets ultimes (CSDU), selon la nature des déchets amiantés :
 - Déchets dangereux (ex-classe 1, filière amiante libre) ;
 - Déchets non dangereux (ex-classe 2, filière amiante liée par des liants inertes) de type amiante-ciment ayant conservé leur intégrité physique.
- Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Elimination des Déchets
- L'établissement d'une procédure de démontage des couches de roulement prenant en compte la présence soit d'amiante soit de HAP
- Définir la zone de confinement. Le chantier sera entièrement clos par un barriérage. L'entrepreneur s'attachera à éviter par tout moyen d'occasionner des gênes, en particulier par empoussièrément. L'entrepreneur devra donc prendre toutes les précautions nécessaires et utiliser les méthodes de démolition, chargements et transports compatibles avec ces obligations et prévoir les bâchages et protection nécessaires.
- Aucun cheminement piéton ne sera permis sur la zone de chantier. Néanmoins, l'accès des riverains devra être pris en compte et intégré à l'organisation du chantier. Cet accès ne devra pas se faire au détriment de la sécurité. L'ensemble des riverains devra être maintenu pendant toute la durée des travaux

3.2. **Protections individuelles :**

Toutes les entreprises veilleront à ce que leurs personnels soient équipés et utilisent les équipements de protection individuelle personnels, adaptés à leur activité et au physique de chacun, (Taille, pointure des vêtements de travail de pluie, bottes, chaussures, casques, gants, lunettes, protection auditive, masques, harnais avec sa longe et son mousqueton...) Ensemble des E.P.I., port du baudrier réfléchissant

Aptitude au travail des salariés délivré par le médecin du travail, (travaux en hauteur...).

3.3. **Voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales :**

SCALP Sécurisation des Circulations, des Accès et Livraisons à Pied d'œuvre

Définir les cheminements piétons horizontaux et verticaux, en accord avec le M.O et le MOE, en tenant compte de l'évolution du chantier, au pourtour de l'ouvrage et dans l'ouvrage en cours de réalisation.

- ♦ Voies de circulation
- ♦ Signalisation
- ♦ Éclairage (vérification de l'installation avant début des travaux)
- ♦ Accès provisoires :
 - ⇒ Escaliers définitifs (intégrés à l'ouvrage à l'avancement)
 - ⇒ Ascenseur définitif (avec protections définir qui est autorisé à son utilisation et pour quelle utilisation)
 - ⇒ Tours escalier - passages couverts - auvents
 - ⇒ Ascenseur de chantier
 - ⇒ Autres

3.4. Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels :

173) Approvisionnements :

⇒ **DHOL Document d'Harmonisation et d'Organisation des Livraisons**

- Seront définis et organisés
- A définir en phase préparation de chantier suivant les besoins de chaque entreprise.
- A convenir suivant l'harmonisation des ppsps.

174) Mise en commun de moyens de levage et de manutention :

⇒ **METAH Mutualisation des Equipements de Travail et Accès en Hauteur**

175) Manutentions manuelles des charges :

⇒ **MESA Mise En Service des Ascenseurs définitifs en phase de chantier.**

3.5. Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés :

176) Les entreprises indiquent dans leur P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indiquent le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B.

3.6. L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale :

☐ Protections collectives :

177) L'entreprise désignée par le coordonnateur SPS (en accord avec le MO et le MOE) aura à sa charge la fourniture, la mise en place la maintenance et de la dépose des protections collectives pendant toute la durée du chantier :

⇒ A la charge du :

- **Chaque entreprise**
- **Lot n° 01 Gros-œuvre**

178) L'entreprise qui sera chargée de la maintenance et de l'entretien des protections collectives liées au bâtiment, après le départ de l'entreprise principale, sauf et excepté le périmètre, barrières, portail de chantier, l'environnement immédiat lié au bâtiment, le maintien, l'entretien et le nettoyage des installations de chantier en générales. Chaque entreprise devra passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder :

⇒ A la charge du :

- **Lot n° 03 Plâquisterie – Menuiseries intérieures – Faux plafonds**

179) **Il est cependant rappelé que chaque entreprise est responsable des protections collectives, bonne tenue et bon maintien, entretien et adaptation en fonction de l'évolution du chantier, vis-à-vis d'elle-même et des entreprises qui la succède.**

180) Dispositions exceptionnelles prises dans le cas de difficultés :

Tout corps d'état, dont l'intervention nécessite l'enlèvement des protections mise en place par le lot désigné au chapitre ci - avant, doit prévoir un équipement de remplacement adapté à la réalisation de ses travaux et garantissant une protection collective efficace. Dans cette circonstance il lui appartient d'en assurer la maintenance jusqu'à la fin de ces travaux. Une procédure devra être établie dans le PPSPS par l'entreprise qui entre dans ce cas. Enfin, il est, si nécessaire remis en place les protections initiales à la fin de cette intervention ; l'objectif étant d'assurer la continuité de la protection collective.

❑ **Installation électrique générale de chantier :**



Article 1^{er} du Décret n° 2010-1016 du 30 août 2010 relative à l'utilisation des installations électriques des lieux de travail

- 181) Il est rappelé également que l'usage des installations électriques existantes chez l'habitant ou de la commune est proscrit. Pose de coffrets et protection de lignes adaptés et ne pouvant pas créer de dysfonctionnement par rapport aux consommateurs extérieurs au chantier
- 182) Emploi de groupes électrogènes INTERDIT (Dans les locaux fermés) le chantier sera raccordé au réseau EDF et coffret de chantier isolé et protégé
- 183) A la charge et demandé par le **Lot n° 01 Gros-œuvre**
- ⇒ Les besoins en énergie ;
 - ⇒ Indique le point d'alimentation possible permettant de délivrer la puissance nécessaire à l'ensemble du chantier ;
 - ⇒ La ligne électrique reliant le point d'alimentation et l'armoire générale de distribution sur le chantier ;
 - ⇒ Il conviendra d'identifier et de signaler les installations provisoires de chantier ;
 - ⇒ La fourniture de l'armoire générale et son raccordement pour les besoins du chantier ;
 - ⇒ La distribution et le raccordement nécessaire à ses installations (grue, centrale à béton, cantonnements...),
- 184) A la charge du : **Lot n° 05 Electricité**, pour les besoins du chantier (A partir de l'armoire générale).
- ⇒ Fournir, entretenir et alimenter les tableaux de distribution en nombre suffisant ;
 - ⇒ Les coffrets de prises de courant répartis en nombre suffisant : **sur l'ensemble de l'immeuble et suivant les besoins des entreprises sur le chantier ;**
 - ⇒ L'éclairage de chantier en TBTS :
 - **Guide de recommandation CRAMIF N° 19**
 1. Emplacements de travail secs ou mouillés (cas général de chantiers) ;
 2. Emplacements de travail conducteurs exigus (vides sanitaires, escaliers étroits...) ;
 - ⇒ Un plan d'installation électrique sera établi et fourni au Coordonnateur lors de la période de préparation ;
 - ⇒ Surveillance et entretien des installations ;
 - ⇒ En phase d'essais □ procédure de consignation toutes énergies ;
 - ⇒ Ces installations seront contrôlées par un organisme agréé par le Ministère du Travail à la charge du **Lot n° 05 Electricité**.

*Les rapports de vérification et registres de sécurité seront à disposition sur le chantier
Chaque entreprise doit utiliser du matériel conforme à la réglementation et désigner une
personne chargée de son entretien*

3.7. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site :

☐ Utilisation de certaines installations de chantier par les entreprises :

Seront privilégiées les tâches réalisées successivement, si simultanément, la co activité sera identifiée, largement limitées, contrôlée et métrisée.

- 185) Plates-formes de travail communes, base de vie, aires de stockage et de stationnement des véhicules de chantier et du personnel, plateforme VRD, planchers, dallage, échafaudages... :

↳ A la charge du :

- *Sans objet pour ce pgc csps*

- 186) Echafaudages communs :

↳ A la charge du ;

- *Sans objet pour ce pgc csps*

☐ Appareils de levage :

- 187) Mise à disposition d'un appareil de levage aux autres corps d'état « crochet nu ». La responsabilité de l'utilisation est engagée sur les appareils de levage, l'élingage du colis et le guidage des manœuvres. Un examen d'adéquation est à la charge de l'entreprise utilisatrice, l'entreprise qui est propriétaire de la grue doit définir clairement les modalités de son utilisation.

Nomination de chargé de manœuvre :

↳ A la charge du :

- **A convenir**

☐ Mesures prises en matière d'interaction sur le site :

- 188) *Article L 4121-2 du code du travail : « Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants... »*
- 189) Dispositions prises afin d'interdire les travaux superposés : programme des travaux, gel provisoire de façades, réservation de surfaces ...
- 190) Dispositions de nature à éviter la Co-activité de corps d'état différents lors de la réalisation de travaux présentant un risque spécifique (flocage, sablage, application de substances toxiques ou explosives, soudure, radiographie des soudures, travaux bruyants...) : *par exemple, décalage des travaux, aménagement des horaires de travail, roulement d'accès aux réfectoires, vestiaires, identifications par zones de travaux.*
- 191) **MESURES DECOULANT DE L'ANALYSE ET DE L'HARMONISATION DES PPSPS.**

❑ **Mise en commun des moyens, travaux en hauteur / Circulation / Manutention :**

- ⇒ **ANTICIPER**, prévoir l'imprévisible
- ⇒ **ORGANISER**, ce qui ne l'est pas...
- ⇒ **FONCTIONNER**, en mode collectif

Améliorer la sécurité et l'organisation des chantiers

=

Améliorer la rentabilité de votre projet

Guide pour la mise en commune des moyens, conforme à la Loi MOP et au décret du 26/12/1994

- ⇒ **SCALP** : **S**écurisation des **C**irculations, des **A**ccès et **L**ivraisons à **P**ied d'œuvre
- ⇒ **METAH** : **M**utualisation des **E**quipements de **T**ravail et d'**A**ccès en **H**auteur

192) **R.476 – Livraison de matériaux et éléments de construction sur les chantiers du bâtiment et des travaux publics** (Adoptée par le CTN B du bâtiment et des travaux publics le 7 avril 2015).

193) **R.477 – Mécanisation du transport vertical des personnes et des charges sur les chantiers de construction, réhabilitation, entretien d'ouvrage** (Adoptée par le CTN B le 07 avril 2015, annule et remplace la recommandation R.445 adoptée le 14 mai 2009).

194) **MESA** : **M**ise en **S**ervice des **A**scenseurs définitifs en phase chantier.

❑ **Prévention des risques de maladies professionnelles :**

- 195) Aspiration, ventilation de locaux hors d'air
- 196) Choix de modes opératoires et de produits ne pouvant pas entraîner des nuisances telles que le bruit, vibrations, poussières, gaz toxiques ...
- 197) En cas d'impossibilité, emploi de matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles ...)

❑ **Travaux spécifiques :**

- 198) Dispositions de nature à prévenir les risques d'explosion et d'intoxication lors de la mise en œuvre de colles, résines, peintures, matériaux d'isolation (mousses de polyuréthane) : communication préalable au coordonnateur des fiches de données de sécurité, règles de stockage, ventilation des lieux de travail et de stockage, installation électrique adaptée aux risques
- 199) Règles d'exécution des contrôles gamma graphiques et de mise en œuvre de lasers
- 200) Utilisation d'explosifs : **INTERDIT**
- 201) Il appartient à l'entreprise génératrice des nuisances telles que bruit, émanations de poussières, vapeur délétère de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants.
Exemple : locaux confinés ou insuffisamment ventilés, les moteurs à essence sont interdits (risques essence).
- 202) En cas de superposition de tâches, et s'il est impossible de les éviter, l'entreprise située en partie la plus élevée prend les dispositions pour installer et entretenir un dispositif physique permettant la mise en sécurité des entreprises situées dans les parties inférieures.

4. SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER :

4.1. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure :

En général, il est fait application du décret du 20.02.1992.

(Pour les chantiers non clos et non indépendant).

Sans objet pour ce pgc csps.

4.2. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages :

Sans objet pour cde pgc csps

Le coordonnateur rencontre le chef d'établissement pour reporter ici les risques liés aux interférences entre l'activité de l'établissement en question et le chantier dans le cadre de l'article R. 238-18 du code du travail :

" Aux fins précisées à l'article L. 235-3 et sous la responsabilité du maître d'ouvrage, le coordonnateur :

Tient compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier et à cet effet, notamment :

Joindre le compte - rendu de la visite d'inspection commune avec le chef d'établissement en activité, ce compte rendu précise notamment :

203) La délimitation du chantier

204) La matérialisation des zones présentant des risques ou dangers spécifiques pour les travailleurs du chantier

205) Les voies de circulation utilisables :

206) Par le personnel

207) Les véhicules et les engins de chantier

208) Les consignes de sécurité à observer

209) L'organisation des premiers secours.

210) Accès et locaux, stockage commun vis-à-vis de l'exploitant.

4.3. Risques environnementaux liés à la présence de chantier en proximité :

Pas d'information à la rédaction de ce pgc csps.

211) (L. 4531-3 du Code du Travail), Se concerter avec les autres maîtres d'ouvrage en cas de pluralité d'opérations, avec risque d'interférence :

5. MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT :

5.1. Cantonnements et nettoyages des cantonnements :

Se reporter aux chapitres précédents.

↳ A la charge du :

- **Lot n° 01 Gros-œuvre**

Entretien, nettoyage des locaux sanitaires (WC), fourniture et mise à disposition des consommables suivant les besoins et autant que nécessaire.

5.2. Nettoyages de chantier :

Le **Lot n° 01 Gros-œuvre**, est chargé du **nettoyage quotidien par du personnel compétent, informé et formé suivant la fiche INRS ED 6347** du chantier, des cantonnements, de l'entretien du **nettoyage quotidien par du personnel compétent, informé et formé suivant la fiche INRS ED 6347**, des locaux sanitaires (cabinet d'aisance) à chaque passage, fourniture et mise à disposition des consommables suivant les besoins et autant que nécessaire. **Les opérations de désinfection seront réalisées si nécessaire et justifiées, suivant l'évaluation des risques.** Fourniture et mise à disposition de sacs poubelles autant que nécessaire La périodicité exigée est (**journalière**) pour le bon ordre et la salubrité du chantier. Mise en place de poubelles à ouverture par pédale au pied, équipé de sac plastique poubelle, à fermer hermétiquement et à évacuer de façon quotidienne et autant que nécessaire.

Cependant chaque entreprise est tenue de maintenir son chantier ainsi que les salariés et leur poste de travail en état constant de propreté et d'évacuer au fur et à mesure les déchets provenant des travaux qu'elle effectue, et aussi de ses entreprises sous-traitantes.

Ces prestations peuvent être l'objet d'un lot confié à une entreprise de nettoyage ou affectés à une ou des entreprises du chantier en cas de manquement et d'un état de saleté du chantier constaté.

212) Nettoyages hebdomadaires courants, réalisé une fois minimum par semaine, et porteront sur les lieux d'interventions, les circulations de chantier et les zones extérieures à l'ouvrage dans l'emprise du chantier.

213) Nettoyage général de fin de chantier.

214) Il est rappelé qu'il est interdit de bruler des déchets ou autres détritres sur le chantier

215) Le Maître d'ouvrage sera très attentif, et portera une attention particulière à la valorisation des déchets du chantier. Nous sommes sur un chantier de construction le degré de tri des déchets et donc techniquement facile :

216) Engagement de la charte de chantier vert est une pièce contractuelle du marché de travaux qui est signée par toutes les entreprises intervenant sur le chantier, qu'elles soient en relation contractuelle directe ou indirecte avec le maître d'ouvrage (contrôle du tri, traçabilité des bennes).

217) Mise en place d'un Schéma d'organisation et de Gestion des Déchets, SOGED, définissant la mise en place du tri des déchets des travaux est alors élaboré pour la durée des travaux, *(les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets, bennes, stockage, localisation sur le chantier) :*

↳ A la charge du :

- **Lot n° 01 Gros-œuvre**

218) Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer les différents éléments de gestion des déchets, article L.541-2 du code de l'environnement :

↳ A la charge du :

- **Lot n° 01 Gros-œuvre**

- 219) Il est rappelé qu'il est interdit de brûler des déchets ou autres détritus sur le chantier.
- 220) **SMR.8.6.3.3, chaque entreprise ou le groupement désigne un responsable environnemental**
- 221) Chaque entreprise désignera un référent covid-19 dans son entreprise et sur le chantier, il sera chargé de coordonner les mesures à mettre en œuvre et à faire respecter :
- 222) Les déchets souillés (gants, masques, essuie main gelable, mouchoirs...) doivent être collectés dans des sacs hermétiques puis déposés avec les déchets ménagers, hors déchets à recycler (poubelle jaune).
- 223) **Clause spécifique aux traitements des déchets :**
- Chaque entreprise doit établir la liste estimative, la nature et les quantités de déchets produits selon l'avancement du chantier. Ces documents sont complétés des informations concernant le mode retenu pour l'élimination des déchets, en adéquation avec le site, ainsi que l'estimation du coût correspondant.
- Outre le fait de devoir quantifier les déchets selon les classifications officielles en la matière, il y a lieu de veiller à limiter ceux qui doivent être mis en décharge, en privilégiant leur valorisation via les filières de recyclage actuellement disponibles. Cette approche ne peut être dissociée du choix retenu concernant les techniques de démolition et les choix constructifs
- Lors du déroulement du chantier, et afin de conserver une parfaite traçabilité, les entreprises doivent fournir au Maître d'ouvrage les enregistrements relatifs à l'élimination des déchets (y compris déblais/remblais).
- Le tri des déchets de chantier doit être mis en place sur le chantier
- Pour les opérations ne le permettant pas, une logistique concernant l'enlèvement des déchets et tout particulièrement étudiée. Le tri des déchets s'effectue alors à l'extérieur du chantier. Il est confié à un prestataire spécialisé dans ce domaine et délocalisé du chantier
- 224) **Maitrise des impacts environnementaux du chantier/Nettoyage de chantier :**
- Chaque entreprise ou le groupement s'engage, au quotidien, à maintenir la propreté du chantier et doit s'assurer du respect des instructions de l'article 99.7 du Règlement Sanitaire Départemental :
- propreté de la voie publique et points où sont exécutés les travaux en dehors du chantier ;
 - clôture entourant le chantier ouvert sur la voie publique assurant une protection et une interdiction d'accès à toute personne étrangère au chantier.
- Le Maître d'ouvrage ou son représentant fait mettre en place les procédures suivantes :
- l'installation d'un dispositif de nettoyage de roues des camions si nécessaire (poste d'arrosage ou mise en place d'un débourbeur, avec traitement, voire récupération, des eaux sales) ;
 - le nettoyage régulier du chantier et des voies d'accès ;
 - l'humidification des voies de circulation et d'accès extérieures, lorsque cela est nécessaire, afin d'éviter la poussière. Ces voies sont nettoyées régulièrement afin de faciliter la circulation.

5.3. Bennes et enlèvement des déchets. Stockage et enlèvement recyclage des déchets, remblais :

225) Le plan élaboré par l'entreprise précise l'emplacement prévu pour la zone de stockage des déchets de chantier, gravats dans l'enceinte du chantier réservé à cet effet :

↳ A la charge du :

- **Lot n° 01 Gros-œuvre**

226) Mise en place et rotation de bennes, permettant le tri. Evacuation des déchets et gravas quotidien, au fur et à mesure de l'avancement de ses travaux et autant que nécessaire. Chaque entreprise prend à sa charge le tri et l'enlèvement de ses gravas depuis son poste de travail, le transport jusqu'aux **bennes permettant le tri** :

↳ A la charge de :

- **Chaque entreprise**

- ⇒ Entretien autant de fois que nécessaire.
- ⇒ Repérages, tri des déchets, traçabilité
- ⇒ Fourniture des PV des traitements et enregistrements en déchèteries réglementaires. Traçabilité
- ⇒ En cas de manquement une entreprise sera mandatée à la charge de l'entreprise défaillante
- ⇒ x4 compartiments suivant le type de déchets et gravats. Séparations seront réalisées par un cloisonnement de 1,50M de Ht (voir schémas ci-après)
- ⇒ Les déchets et ou gravas stockés ne devront pas être volatiles. Ils ne devront pas s'envoler au vent et ainsi souiller l'environnement proche du chantier
- ⇒ Mise en place de la charte du 15/01/2019 sur la bonne gestion des déchets de chantier, CAPEB, UNA PVR.
- ⇒ Les lieux choisis et favorable conformément à la réglementation en vigueur pour la mise en décharge des déchets devront être geo-localisés par données GPS. Les données GPS seront remises au maître de l'ouvrage. Suivant un tonnage limite et conformément à la réglementation en vigueur, une déclaration préalable sera nécessaire.

227) Transport des déchets :

- ⇒ L'obligation de transparence impose la traçabilité des déchets. Les déchets sont pesés (par catégories triées au titre de la nomenclature des déchets), suivis par l'établissement et la mise à jour d'un tableau de suivi des déchets donnant l'état de chacun des bordereaux de suivi des déchets.
- ⇒ Dans le cas particulier des déchets spéciaux (substance réputée dangereuse au titre de la nomenclature des déchets), est utilisé un BSDI ; dans le cas particulier des déchets amiantés, est utilisé un BSDA.
- ⇒ Le transport doit répondre aux obligations de décret n°98-679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route, au négoce et au courtage des déchets. L'entrepreneur en contrôle toutes les étapes : mise à dispositions des bennes, enlèvement, chargement.
- ⇒ Dans le cas de substance réputée dangereuse le transport doit répondre aux obligations du décret n°60-794 du 22 juin 1960 portant obligation de l'accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR).
- ⇒ L'entreprise justifie de toutes les évacuations de déchets par la production des bordereaux de réception des centres de traitement.

6. RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE :

6.1. Procédure d'organisation des secours :

Définir les procédures d'organisation des secours :

228) *Consignes de premiers secours :*

229) Conduite à tenir en présence d'un blessé

230) Affiche « appel en cas d'accident » à renseigner

231) *Liste :*

⇒ Des secouristes (formés ou à former) dans le chantier

⇒ Du matériel médical existant sur le chantier

⇒ *Mesures prévues pour l'évacuation rapide de tout accidenté grave :*

232) Le chantier devra être accessible en tous lieux pour les besoins des secours (Escalier, cheminements piétons repérés et dégagés...) :

⇒ Ne pas bloquer les accès au site,

⇒ Ne pas bloquer les accès à l'air de chantier,

⇒ Aller au-devant des secours, (A l'entrée du chantier ou plus en amont suivant le site, une personne minimum sera désignée par le responsable du chantier présent sur le site).

⇒ Depuis le domaine public. *Chaque responsable de chantier devra être en mesure de designer clairement et d'identifier sa position par points GPS et produire ces coordonnées GPS aux secours. En approche une ou des personnes physiques guideront les secours, (Une personne sera désignée par le responsable du chantier présent sur le site).*

7. MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS :

7.1. Modalités pour chantier non soumis à C.I.S.S.C.T. :

Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé est en principe l'outil qui gère les modalités pratiques de coopération entre les différentes entreprises.

- 233) *Réunions de coordination,*
- 234) *L'harmonisation des P.P.P.S.S.*
- 235) *Protocoles ou conventions interentreprises*

7.2. Protocoles ou conventions interentreprises :

Des conventions interentreprises pourront fixer les conditions de mise à disposition de matériels, les conditions de son utilisation spécifique et les moyens convenus pour leur rémunération entre les entreprises.

Ces conventions ne peuvent en aucun cas avoir pour effet de faire échec aux dispositions du présent PGC.

Ces conventions peuvent concerner l'ensemble des entreprises du Chantier (c'est en général le cas des conventions qui régissent le compte "prorata) ou ne concerner que deux entreprises. (Protocole de mise à disposition d'engins)

7.3. Clauses à insérer dans les marchés de travaux et de maîtrise d'œuvre :

Indépendamment des mesures qui seraient reprises dans les chapitres précédents, soit dans le PGC, soit dans le règlement du C.I.S.S.C.T, soit des mesures prises en réunion de coordination SPS, le coordonnateur peut avoir intérêt à faire insérer dans les marchés des entreprises d'une part ou les marchés de maîtrise d'œuvre d'autre part un minimum de clauses qui faciliteront la mise en œuvre du dispositif de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

7.4. Sous-traitance :

Article R4532-42, dès lors qu'une entreprise envisage de sous-traiter une partie des ouvrages qui lui est confiée par un entrepreneur titulaire ou lui-même sous-traitant du titulaire, cet entrepreneur est tenu conformément à l'**article R4532-42** du code du travail de communiquer le P.G.C. et de l'informer :

1. Que l'opération est soumise à P.G.C.
2. Que ces entrepreneurs auront l'obligation :
 - a) d'en respecter les règles
 - b) de participer avant toute activité sur le chantier à l'inspection commune avec le coordonnateur SPS
 - c) d'établir un P.P.S.P.S. et de le remettre avant toute intervention sous peine d'exclusion du chantier

Ces obligations sont applicables quel que soit le rang du sous-traitant

Limiter la sous traitance au premier rang

Attention : conformément à la Loi du 31 décembre 1975 (dont les dispositions sont d'ordre public) il ne nous est pas possible de limiter la sous-traitance au niveau d'un P.GC.

Notre seul objectif en ce domaine est d'obtenir les moyens du maître d'ouvrage (au plan contractuel - contrat avec les entreprises et organisationnel contrôle d'accès) qui dispose de l'autorité nécessaire pour fixer les éventuelles règles du jeu en la matière au niveau notamment du C.C.A.P.

7.5. Intérimaires :

Toute entreprise qui emploie du personnel intérimaire doit s'assurer que l'aptitude des travailleurs à effectuer les travaux qui lui seront confiés d'une part et veiller à la formation à la sécurité de ce personnel qui reste soumis à l'autorité hiérarchique de l'entreprise qui a recours à l'emploi d'intérimaires.

Attention : le recours au personnel intérimaire est de plus en plus fréquent et peut être une source d'accident non pas en droit mais du fait que ces personnes sont parfois peu qualifiées et surtout non formées suffisamment au niveau de la sécurité. Enfin s'ajoute en général le facteur de la non-connaissance du site et de l'environnement du chantier.

8. A PRENDRE EN COMPTE :

8.1. Référentiel réglementaire et recommandations :

236) **SECURITE /. SANTE : textes applicables à l'ensemble des intervenants :**

- 237) Loi du 31.12.1993 - n°14-18 : chantiers temporaires et mobiles
- 238) Décret du 26-12-1994 - n°94-1159 : intégration de la sécurité et organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment et de génie civil modifié par le décret 68-2003 du 24 janvier 2003.
- 239) Décret 95-543 du 04.05.1995
- 240) Décret 95-607 du 06.05.1995
- 241) Décret 95-608 du 06.05.1995
- 242) CIRCULAIRE DRT 96-5 du 10 04 1996 (Ministère du Travail) relative à la coordination sur les chantiers de bâtiment et de génie civil.
- 243) Directive 92/57 du 24 06 92 du Conseil des Communautés européennes.

244) **SECURITE /SANTE : textes applicables aux entreprises, sous-traitants, travailleurs indépendants**

- 245) De manière générale : les dispositions du Code du Travail et les dispositions du Code de la Sécurité Sociale et notamment :
- 246) Loi du 31.12.1991 - n°91-1414 : équipements de travail, moyens de protection
- 247) Décret du 08.01.65 modifié
- 248) Décret du 20.03.1979 : formation à la sécurité
- 249) Décret du 14.11.1988 (électricité)
- 250) Décret du 03.09.1992 : manutention manuelle
- 251) Décret 2004 -924 du 1er septembre 2004
- 252) Décret du 30 juin 2006 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussière d'amiante.

253) **SECURITE /SANTE : autres textes applicables**

- 254) Recommandations C.R.A.M.
- 255) Les travaux, études et brochures édités par l'I.N.R.S.
- 256) Fiches **INRS**
- 257) Fiches **O.P.P.B.T.P.**
- 258) Magazine Batiactu
- 259) Magazine PIC
- 260) Edition Fédération Nationale des TP : « La coordination de la sécurité pour les opérations de travaux publics ».
- 261) Charte de bon comportement signée et éditée par :
 - ⇒ Syndicat des entreprises de réseaux et de constructions électriques ;
 - ⇒ Fédération des Travaux Publics ;
 - ⇒ Canalisation de France.

262) **Liste des dangers et risques btp – maj 31-10-2012**

A

ACIDE CHLORHYDRIQUE OU CHLORURE D'HYDROGENE
ACIDE CYANHYDRIQUE OU CYANURE D'HYDROGENE
ACIDE FLUORHYDRIQUE OU FLUORURE D'HYDROGENE
ACTIVITES EN MILIEU HYPERBARE
ADDICTIONS
AGENTS CHIMIQUES DANGEREUX (ACD)

AMIANTE

B

BENZENE
BRUIT
BRUIT EN MILIEU DE TRAVAIL

C

CHUTES DE HAUTEUR (RISQUES LIES AUX)
CIRCULATION INTERNE

E

ENSEVELISSEMENT
EQUIPES SUCCESSIVES ALTERNANTES
ESPACES CONFINES
ETHANOL
ETHERS DE GLYCOL

F

FLUIDES D'USINAGE
FORMALDEHYDE
FROID

G

GRUE A TOUR

H

HYDROGENE SULFURE (H₂S)

M

MANUTENTIONS MANUELLES DE CHARGES
MERCURE
MONOXYDE DE CARBONE

N

NANOMATERIAUX

P

PEINTURE PAR PULVERISATION
PEINTURES A L'EAU
PLOMB
POSTURES PENIBLES
POUSSIERES
POUSSIERES DE BOIS
PRODUIT PHYTOSANITAIRE

R

RAYONNAGE DE STOCKAGE
RISQUE CHIMIQUE (SUBSTITUTION DES CMR)
RISQUE ROUTIER PROFESSIONNEL
RISQUES CHIMIQUES (FICHE DE DONNEES DE SECURITE)
RISQUES CHIMIQUES (REACH)
RISQUES CHIMIQUES (SGH/CLP)
RISQUES PYSCHO SOCIAUX (RPS)

S

SILICE CRISTALLINE
SOUDURES ET FUMEEES DE SOUDAGE
STOCKAGE DES PRODUITS CHIMIQUES
STRESS
STYRENE

T

TEMPERATURES EXTREMES
TOLUENE
TRAVAIL DE NUIT
TRAVAIL REPETITIF
TRAVAIL SUR ECRAN
TROUBLES MUSCULO-SQUELETTIQUE (TMS)

V

VIBRATIONS MECANIQUES

X

XYLENES

263) Déclaration de travaux à proximité de réseaux (DT-DICT).

Les travaux projetés à proximité de canalisations et réseaux enterrés doivent être déclarés à leurs exploitants, avant leur exécution, au moyen de la déclaration de projet de travaux (DT) par le maître d'ouvrage, et la déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) par l'exécutant des travaux. Toute déclaration doit obligatoirement être précédée d'une consultation du guichet unique, accessible en ligne, qui recense la totalité des réseaux présents sur le territoire.

- [Recensement des réseaux](#)
- [Déclarations préalables aux travaux](#)
- [Déclaration de travaux en urgence](#)
- [Redevances](#)
- [Services en ligne et formulaires](#)
- [Où s'adresser ?](#)
- [Références](#)

- Recensement des réseaux :

Afin de garantir la sécurité des chantiers effectués sur le domaine public ou sur des propriétés privées, à proximité des ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, et limiter les risques d'accident, les exploitants des réseaux doivent obligatoirement enregistrer et mettre à jour les zones d'implantation de leurs réseaux et ouvrages sur le [téléservice](#) du guichet en ligne.

Les réseaux concernés sont :

- les canalisations de transport, de distribution et les canalisations minières contenant des hydrocarbures liquides, des produits chimiques liquides ou gazeux, des gaz combustibles, de vapeur d'eau, d'eau et de tout fluide caloporteur ou frigorigène,
- les lignes électriques et réseaux d'éclairage public,
- les installations destinées à la circulation de véhicules de transport public ferroviaire ou guidé (métros, tramways, téléphériques, etc.),
- les canalisations de transport de déchets par dispositif pneumatique sous pression,
- les installations de communications électroniques,
- les canalisations d'eau sanitaire, industrielle ou de protection contre l'incendie, en pression ou à l'écoulement libre, y compris les réservoirs d'eau enterrés, et les canalisations d'assainissement, contenant des eaux usées domestiques ou industrielles ou des eaux pluviales.

- Déclarations préalables aux travaux :

En amont des travaux, les maîtres d'ouvrage et les exécutants de travaux publics et leurs prestataires, qui prévoient des travaux à proximité de réseaux de toutes catégories (gaz, électricité, télécommunications, eau, assainissement, matières dangereuses, réseaux de chaleur, réseaux ferroviaires, etc.), sont tenus d'adresser une déclaration préalable aux exploitants de ces réseaux.

Liste des exploitants

Les maîtres d'ouvrage et exécutants de travaux ont l'obligation, afin de connaître la liste des exploitants de réseaux auxquels ils doivent adresser leurs déclarations de travaux :

- soit de consulter le [guichet unique de recensement des réseaux](#),
- soit de s'adresser à un prestataire ayant passé une convention avec l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (Ineris), gestionnaire du guichet unique.

Déclaration de projet de travaux (DT)

Dès le stade de l'élaboration d'un projet de travaux, et avant de lancer le dossier de consultation des entreprises (DCE), le maître d'ouvrage doit envoyer une déclaration de projet de travaux (DT), effectuée au moyen du formulaire [cerfa n°14434*01](#).

Elle remplace la demande de renseignements (DR) qui auparavant devait être adressée aux exploitants des réseaux concernés.

Il doit y indiquer l'emplacement, la nature et la date prévue des travaux à réaliser.

Déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT)

L'exécutant des travaux doit ensuite adresser une DICT à chaque exploitant d'ouvrage concerné au moyen du formulaire [cerfa n°14434*01](#), qui est le même formulaire que celui relatif à la déclaration de projet de travaux (DT) dans lequel le volet DT doit être rempli.

Attention : une nouvelle déclaration est nécessaire, si les travaux annoncés dans la DICT ne sont pas entrepris dans un délai de 3 mois à compter de la consultation du guichet unique, ou en cas d'interruption des travaux de plus de 3 mois.

Réponse des exploitants de réseaux

Les exploitants des réseaux concernés sont tenus de répondre aux déclarations (DT et DICT), au moyen d'un récépissé [cerfa n°14435*01](#) qui permet de détailler :

- la localisation des réseaux en service,
- les précautions à prendre lors des travaux.

Le délai de réponse à la DT par l'exploitant concerné (que la DT soit isolée ou conjointe avec la DICT) est, à partir de la date de réception :

- de 9 jours (jours fériés non compris) pour une déclaration dématérialisée,
- de 15 jours (jours fériés non compris) sous forme papier.

Pour une DICT seule, le délai de réponse est de 9 jours (jours fériés non compris), après la date de réception, quel que soit le mode de transmission.

Les réponses aux DT doivent être insérées dans le DCE et les emplacements des réseaux enterrés doivent être repérables par marquage ou piquetage.

- Déclaration de travaux en urgence :

Les travaux non prévisibles, qui doivent être effectués en urgence pour des raisons de sécurité, de continuité du service public ou de sauvegarde des personnes ou des biens, ou en cas de force majeure, sont dispensés de DT et DICT.

Le commanditaire des travaux urgents doit a minima contacter par téléphone avant le lancement des travaux les exploitants des réseaux concernés, dont les numéros d'astreinte sont accessibles dans le guichet unique.

Cependant, la consultation du guichet unique par le commanditaire de travaux urgents sur des réseaux sensibles pour la sécurité reste obligatoire avant leur exécution.

Les éventuelles consignes particulières de sécurité applicables à de tels travaux, qui doivent être fournies par les exploitants concernés dans des délais compatibles avec la situation d'urgence, doivent être respectées par l'exécutant.

Un avis de travaux urgents (ATU) doit être envoyé à chacun des exploitants de réseaux concernés au moyen du formulaire [cerfa n°14523*01](#) le plus tôt possible, mais il est possible que cet envoi soit postérieur aux travaux.

À savoir : les travaux non programmables à l'avance, mais ne répondant pas aux critères d'urgence, peuvent faire l'objet d'une DT-DICT conjointe, mais en aucun cas de la procédure d'urgence avec ATU.

[Haut](#)

- Redevances :

Redevance due par les prestataires

Les prestataires qui utilisent le guichet unique doivent payer une redevance, calculée en fonction du nombre de régions qui seront couvertes par les travaux (redevance = 250 x nombre de régions).

Redevance due par les exploitants

Les exploitants de réseaux sont tenus de verser, une fois par an, une redevance dont le montant dépend de :

- la longueur de l'ouvrage,
- sa sensibilité pour la sécurité ou la vie économique (installations de communications électroniques),
- du nombre de communes d'implantation des ouvrages.

Le calcul de la redevance est effectué selon la formule suivante : $0,504 \times (LS \times 1,15 + LN - 300) \times (1 - B / N)$, qui comprend :

- LS = longueur en km (hors branchements) des ouvrages sensibles,
- LN = longueur en km (hors branchements) des ouvrages non sensibles,

- $B = 1/3$,
- N = nombre de communes sur le territoire desquelles les ouvrages sont implantés.

Au cours du 1er trimestre de chaque année, les exploitants de réseaux doivent effectuer une [déclaration de leurs linéaires](#), qui précise les longueurs cumulées, hors branchements, des ouvrages qu'ils exploitent au 31 décembre précédent.

La redevance doit être réglée au 30e jour suivant l'émission de la facture (à défaut, une majoration de 10 % est appliquée).

À noter : les exploitants de réseaux de faible dimension (environ 260 km cumulés) sont exemptés.

[Haut](#)

Services en ligne et formulaires

- [Téléservice Réseaux et canalisations](#)
Téléservice
- [Déclaration de projet de travaux \(DT\) et déclaration d'intention de commencement de travaux \(DICT\)](#)
Formulaire - Cerfa n°14434*01
- [Récépissé de déclaration de projet de travaux et de déclaration d'intention de commencement de travaux \(DT-DICT\)](#)
Formulaire - Cerfa n°14435*01
- [Avis de travaux urgents \(ATU\)](#)
Formulaire - Cerfa n°14523*01

8.2. Texte du décret :

BASE DE LA REGLEMENTATION.

Rappel des textes réglementaires (liste non exhaustive) :

En matière de sécurité et de protection de la santé, l'opération est soumise notamment aux règlements suivants :

- La Loi n° 93-1418 du 31/12/1993 Coordination SPS, transposant la directive ;
- Le Décret n° 94-1159 du 26/12/1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à la coordination.
- La Loi du 31/12/1991 les principes généraux de préventions. (*JO du 07 janvier 1992*). Dernière modification effectuée suivant le **Décret 2004-924 du 1^{er} septembre 2004** sur les travaux en hauteur.

Les principes généraux de prévention (Loi du 31 décembre 1991).

Article L. 4121-1 Décret n° 2008-1382 du 19/12/2008 Arrêté du 16 mars 2009 (Ancien article L. 230-2) du Code du travail.

L'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs.

Ces mesures comprennent :

- 1° Des actions de prévention des risques professionnels ;
- 2° Des actions d'information et de formation ;
- 3° La mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.

L'employeur veille à l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes.

- Circulaire du 29 mars 1965 relative à l'application du décret n° 65-48 du 8 janvier 1965.
- Ancien Décret n°93-41 du 11 janvier 1993 ; article R. 233-1 – Nouveau Décret article R.4321.1 ; Quatrième partie ; Livre III : Equipements de travail et moyen de protection ; Titre II : Utilisation des équipements de travail et des moyens de protection du Code du travail.

- **Article L.4535-1 / Article L.4532-9 et suivant le décret du 26-12-1994 modifié** : Toutes les entreprises sont soumises à CSPS quand cela est mis en place sur le chantier. (Camions avec chauffeurs ; Pelles mécaniques avec chauffeur...)
- **Article R.238-20 du code du travail** : PPSPS, document établi par chaque entreprise intervenant sur un chantier soumis à PGC.

16 champs d'application :

1) Mesure générale de sécurité.

- Résistance et stabilité.
- Mesure de protections collectives destinées à empêcher les chutes de personnes.
- Mesure de protection destinées à empêcher les chutes d'objets et de matériaux.
- Mesures de protection individuelle.
- Travaux exécutés par grand vent.
- Dispositions concernant la circulation des véhicules, appareils et engins de chantiers.
- Examens, vérifications, registres.

2) Appareils de levage.

- Appareils de levage mus mécaniquement.
- Appareils de levage mus à la main.

3) Câbles, chaînes, cordages et crochets.

4) Travaux de terrassement à ciel ouvert.

5) Travaux souterrains.

- Mesures à prendre pour éviter les éboulements et les chutes de blocs.
- Ventilation.
- Circulation.
- Signalisation, éclairage.

6) Travaux de démolition.

7) Echafaudages, plates-formes, passerelles et escaliers.

- Echafaudages.
- Plates-formes, passerelles et escaliers.

8) Echelles.

9) Travaux sur les toitures.

10) Travaux de montage, de démontage et de levage de charpentes et ossatures.

11) Travaux de construction comportant la mise en œuvre d'éléments préfabriqués lourds.

12) Travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques.

13) Mesures générales d'hygiène.

14) Logement provisoire des travailleurs.

15) Dispositions particulières.

16) Dispositions finales.

9. AMIANTE, VEILLE DES TEXTES REGLEMENTAIRES :

VEILLE TECHNIQUE

- **DIRECCTE (Février 2017) :** Pour le retrait de dalles et / ou de colles amiantées, l'utilisation de rectifieuses Blastrac, non équipées du système de contrôle dénommé « kit amiante ACS (Air Control System) », coupant l'alimentation de la rectifieuse lorsque l'aspiration est insuffisante, peut entraîner des empoussièrlements anormaux conduisant à l'exposition des salariés au-delà de la VLEP - [Accès DIRECCTE Bourgogne](#)
- **BRGM (février 2017) - Plasmiante** - Tester un filtre à plasma afin de détecter en temps réel l'amiante en suspension dans l'air. Ce projet est l'un des 11 lauréats de l'appel à projet lancé par le PRDA (Plan de Recherche et Développement Amiante). Le projet consiste à faire la preuve de fonctionnement de ce dispositif pour filtrer et identifier les fibres d'amiante. - [Accès BRGM](#)
- **PRDA (janvier 2017) - Les Projets lauréats des Appels à Projets (A.A.P.) du Projet Recherche et Développement Amiante.** [Accès PRDA](#)

VEILLE DES NORMES ET RÉFÉRENCES COFRAC

- **AFNOR : NF X-46-010 (aout 2012) :** Référentiel technique pour la certification des entreprises.
- **COFRAC : LAB REF 28 (janvier 2013) :** Exigences spécifiques pour l'accréditation des organismes procédant aux mesurages des niveaux d'empoussièrment de fibres d'amiante au poste de travail. [Accès COFRAC](#)
- **COFRAC : LAB REF 26 rev. 00(décembre 2012) :** Exigences spécifiques pour l'accréditation des organismes procédant aux mesures d'empoussièrment en fibres d'amiante dans les immeubles bâtis. [Accès COFRAC](#)
- **AFNOR : NF X-46-011 :** Travaux de traitement de l'amiante - Modalités d'attribution et de suivi des certificats des entreprises.
- **AFNOR : NF X46-020 :** Diagnostic amiante - Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis - Mission et méthodologie.
- **AFNOR : NF X46-021 :** Traitement de l'amiante dans les immeubles bâtis - Examen visuel des surfaces traitées après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante - Mission et méthodologie.
- **AFNOR : GA X 46-033 :** Air intérieur - Partie 7 : Stratégie d'échantillonnage pour la détermination des concentrations en fibres d'amiante en suspension dans l'air. Guide d'application de la norme NF ISO 16000-7 : 2007.

- **AFNOR : NF EN 529 : Appareils de protection respiratoire-Recommandations pour le choix, l'utilisation, l'entretien et la maintenance - Guide.**
- **AFNOR : NF EN ISO 16000-7 : Air intérieur - Partie 7 : Stratégie d'échantillonnage** pour la détermination des concentrations en fibres d'amiante en suspension dans l'air.
- **AFNOR : NF EN 12021 : Appareils de protection respiratoire - Air comprimé pour appareil de protection respiratoire isolant.**
- **AFNOR : NF EN 12941 : Appareils de protection respiratoire - Appareils filtrants à ventilation assistée avec casque ou cagoule - Exigences, essais, marquage.**
- **AFNOR : NF EN 12941/A1 : Appareils de protection respiratoire - Appareils filtrants à ventilation assistée avec casque ou cagoule - Exigences, essais, marquage.**
- **AFNOR : NF EN 12941/A2 : Appareils de protection respiratoire - Appareils filtrants à ventilation assistée avec casque ou cagoule- Exigences, essais, marquage**
- **AFNOR : NF EN 12942 : Appareils de protection respiratoire - Appareils filtrants à ventilation assistée avec masque, demi-masques ou quart de masques- Exigences, essais, marquage.**
- **AFNOR : NF EN 12942/A1 : Appareils de protection respiratoire - Appareils filtrants à ventilation assistée avec masque, demi-masques ou quart de masques- Exigences, essais, marquage.**
- **AFNOR : NF EN 12942/A2 : Appareils de protection respiratoire - Appareils filtrants à ventilation assistée avec masque, demi-masques ou quart de masques- Exigences, essais, marquage.**
- **AFNOR : NF EN 14593-1 : Appareils de protection respiratoire - Appareils de protection respiratoire isolants à adduction d'air comprimé avec soupape à la demande-Partie 1 : Appareil avec masque complet-Exigences, essais, marquage.**
- **AFNOR : NF EN 14593-2 : Appareils de protection respiratoire - Appareils de protection respiratoire isolants à adduction d'air comprimé avec soupape à la demande- Partie 2 : Appareil avec masque complet-Exigences, essais, marquage.**
- **AFNOR : NF EN 14594 : Appareils de protection respiratoire - Appareils de protection respiratoire isolants à adduction d'air comprimé à débit continu- Exigences, essais, marquage.**
- **AFNOR : NF EN 1822 : Filtres à air à très haute efficacité et filtres à air à très faible pénétration (EPA HEPA et ULPA).**
- **AFNOR : NF X 43-050 : Qualité de l'air- Détermination de la concentration en fibres d'amiante par microscopie électronique à transmission -Méthode indirecte.**
- **AFNOR : XPX43-269 : Qualité de l'air- Air des lieux de travail - Détermination de la concentration en nombre de fibres par microscopie optique en contraste de phase - Méthode du filtre à membrane.**

- **AFNOR : XPX43-269 : Qualité de l'air- Air des lieux de travail - Détermination de la concentration en nombre de fibres par technique de microscopie : MOCP, MEBA et META - Comptage par MOCP.**

AUTRES LIENS UTILES

Sites sur lesquels vous trouverez des informations utiles concernant la prévention du risque amiante :

- www.amianteresponsesexpert.fr
- www.legifrance.gouv.fr
- www.preventionbtp.fr
- www.travail-emploi.gouv.fr
- www.amiante.inrs.fr
- www.inrs.fr

Certification des entreprises (Sous-Section 3)

- www.afnor.fr
- www.qualibat.fr
- www.global-conseil.fr

Certification des entreprises (Sous-Section 4)

- www.icert.fr
- www.certibat.fr

10. ANNEXES AU PGC SPS :

10.1. TRAME PPSPS aux entreprises :

NOTA : Afin de rédiger votre ppssp une trame exploitable sous format Word est disponible auprès du cpsp de l'opération.

PLAN PARTICULIER SECURITE PROTECTION DE LA SANTE.

PPSPS

Qu'est-ce que c'est ?

Le PPSPS est un **Plan Particulier** pour la **Sécurité** et la **Protection** de la **Santé**.

C'est un document de quelques pages qui décrit les principaux risques auxquels vous allez être confrontés lors de l'exécution de vos travaux...et qui présente les mesures prises pour maîtriser ces risques.

Sa rédaction est obligatoire pour les chantiers d'une certaine importance...En France, en Europe, aux Etats Unis...etc...

A quoi ca sert ?

Sa première utilité est d'obliger les acteurs de la construction à **réfléchir aux risques** de façon à mettre en place des mesures de prévention et à ne pas improviser les travaux. En effet, les travaux sont en général bien pensés au niveau de leur logistique et de leur rentabilité. Ils le sont encore trop peu pour ce qui est de la sécurité.

La seconde utilité est d'être un support, un aide-mémoire, destiné à être **présenté et commenté aux salariés** pour les informer des risques qu'ils vont encourir et des consignes qu'ils doivent respecter. On dit en effet qu'un homme averti en vaut deux...ce n'est pas pour rien. Par ailleurs, la loi fait obligation à l'employeur de former ses salariés à la sécurité aux postes de travail. Le PPSPS sert donc de support à des rappels concrets adaptés au chantier. Il est particulièrement utile pour l'accueil des travailleurs intérimaires.

Il sert enfin à **améliorer l'organisation globale du chantier**. Vous pouvez par l'intermédiaire du PPSPS préciser les conditions indispensables à votre intervention : état des sols, des supports, des accès...nécessité et importance de vos stockages, utilisation de moyens mis en communs...pour les approvisionnements, pour les installations d'hygiène...nécessité, importance et localisation des alimentations en énergie, en eau... dont vous aurez besoin pour vos travaux...Ce document vous permet de prévenir un certain nombre de désagréments et d'aléas de chantier. Le coordonnateur SPS est chargé de tenir compte de vos demandes et de les satisfaire autant que faire se peut... Vous avez tout à gagner en réalisant un PPSPS correct.

Comment le rédige t-on ?

Il vous faut :

Le PGC (**Plan Général de Coordination**) qu'a établi le coordonnateur SPS. Vous y trouverez de nombreux renseignements sur l'organisation prévue du chantier.

Avoir fait une visite préalable du chantier avec le coordonnateur pour déterminer les derniers éléments qui pourraient vous manquer...

Une trame de PPSPS. Elle est parfois fournie avec le PGC. A défaut, vous pouvez utiliser celle qui suit.

Du bon sens et un peu de temps.

Entreprise *Nom Logo*

PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

P.P.S.P.S.

Chantier *Nom de l'opération*

Adresse du chantier:

Période d'exécution:

Lot :

Maître de l'ouvrage : *Nom, adresse, téléphone, fax*

Nb : Ces renseignements se trouvent dans le PGC...

Maître d'oeuvre: *Nom, adresse, téléphone, fax*

Nb : Ces renseignements se trouvent dans le PGC...

Coordonnateur S.P.S. : *Nom, adresse, téléphone, fax*

Nb : Ces renseignements se trouvent dans le PGC...

Indice	Date	Nature de la modification	Rédacteur
00		Emission initiale	

Nb : Ce tableau est à tenir à jour en fonction des modifications éventuelles du PPSPS ...

I - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

1.1 - L'entreprise :

Nom ou Raison Sociale :

Adresse :

Téléphone :

Télécopie :

Qualité :

1.2 - Le chantier :

Adresse du chantier :

Téléphone :

Télécopie :

Sous-traitance :

1.3 - Le planning et l'organisation horaire :

Période prévisible d'exécution des travaux :

- Durée prévisible des travaux
- Début des travaux :
- Fin des travaux :

Effectif prévisible du chantier :

Pour l'entreprise: effectif moyen : effectif de pointe :

pour les sous-traitants : effectif moyen : effectif de pointe :

Horaires de travail du chantier :

JOURS	MATIN	APRES-MIDI
Lundi		
Mardi		
Mercredi		
Jeudi		
Vendredi		
Samedi		

II - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ORGANISATION DU CHANTIER

2.1. - Hygiène et conditions de travail du personnel de chantier :

parking véhicules du personnel :

Indiquer où les salariés pourront garer leur véhicule...

Vestiaires : *Indiquez si vous installez des vestiaires ou si vous comptez utiliser les installations du chantier.. Vérifiez que les installations du chantier on bien été prévues aussi pour vous...et qu'elles seront présentes sur le site lors de votre intervention. Ces renseignements se trouvent dans le PGC...*

Sanitaires : *idem ci dessus...*

Réfectoire : *idem ci dessus...*

Indiquer que ces équipements sont supposés être disposés conformément au plan d'installation de chantier joint en annexe D.

2.2 - Surveillance médicale spéciale :

Indiquer si vos travaux font l'objet d'une surveillance médicale spéciale...

En effet, en sus de la surveillance médicale " ordinaire ", il existe une surveillance médicale renforcée vis-à-vis de certains salariés et une surveillance médicale spéciale lorsque les salariés sont affectés à des travaux comportant des risques particuliers.

L'arrêté du 11 juillet 1977 fixe la liste des travaux nécessitant une surveillance médicale spéciale

1°) Les travaux comportant la préparation, l'emploi, la manipulation ou l'exposition aux agents suivants :

- plomb et ses composés*
- benzène et homologues*
- ...*

2°) Les travaux suivants :

- application des peintures et vernis par pulvérisation ;*
- emploi d'outils pneumatiques à main, transmettant des vibrations ;*
- travaux exposant aux poussières de silice, d'amiante et d'ardoise (à l'exclusion des mines, minières et carrières) ;*
- travaux exposant aux poussières de bois ;*
- ...*

III - MESURES DE SECURITE APPLICABLES AUX INTERVENTIONS DE L'ENTREPRISE SUR LE CHANTIER

3.1. - Moyens matériels utilisés par l'entreprise :

- ELECTRICITE :

Indiquez si vous utiliserez l'installation électrique du chantier ou si vous serez amené à installer votre propre alimentation à partir du réseau EDF ou à partir de groupes électrogènes...Indiquez vos besoins spécifiques en matière de puissance...Indiquez les endroits où vous aurez besoin d'alimentation électrique.

- ECLAIRAGE DE CHANTIER :

Décrivez les moyens d'éclairage que vous comptez mettre en œuvre : baladeuses , projecteurs...

Indiquez dans quelle mesure vous allez utiliser l'éclairage commun du chantier...

- EAU :

Indiquez vos besoins particulier en eau pour les travaux...indiquez le point d'alimentation et les endroits où vous utiliserez de l'eau. Décrivez les installations nécessaires. Précisez si vous les réaliserez ou si elles font partie de l'installation de chantier.

- TELEPHONE :

Indiquez l'emplacement du téléphone de chantier.

3.2. - Installation générale de chantier

Joignez le plan d'installation du chantier où est indiqué notamment :

- 1) l'implantation des ouvrages avec leur emprise et leur hauteur*
- 2) l'environnement proche du chantier*
- 3) les accès avec les sens de circulation*
- 4) les grues (voies, plots, interférences...)*
- 5) le cantonnement*
- 6) les réseaux chantiers*
- 7) les circulations sur chantier (engins, piétons)*
- 8) les limites d'emprises, clôtures et portails*
- 9) les stockages*

Le plan d'installation de chantier doit se trouver dans le PGC. Indiquez les points particuliers que vous voudriez voir modifié.

3.3. - Planning des interventions de l'entreprise

Détaillez votre planning des travaux en annexe C

Demander au maître d oeuvre de décaler si possible les interventions dangereuses

3.4. - Effectif du personnel :

Donnez l'effectif prévisible du personnel de l'entreprise en fonction de la planification des travaux....

N° d'ordre	Effectif									
	Enumération des tâches									
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										

3.5. - Analyse et prévention des risques propres à l'entreprise

Analysez les risques encourus par vos salariés lors de l'exécution des travaux : remplissez une fiche par tâche :

Fiche de tâche n°01 : *Nom de la tâche...*

Fiche de tâche n°02 :

Fiche de tâche n°03 :

Fiche de tâche n°04 :

Fiche de tâche n°05 :

Fiche de tâche n°06 :

Fiche de tâche n°07 :

Fiche de tâche n°08 :

Fiche de tâche n°09 :

Fiche de tâche n°10 :

FICHE DE TACHE N°

TACHE: <i>Libellé</i>	Date Lieu Pilote:									
MAIN D'ŒUVRE <i>Indiquez le nombre de personnes nécessaires à la tâche</i>										
MATÉRIAUX <i>Indiquez les principaux matériaux mis en œuvre</i>										
MATÉRIEL <i>Précisez le matériel nécessaire à la réalisation de la tâche</i>										
MILIEU <i>Indiquez l'endroit où se réaliseront les travaux</i>										
<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="width: 50%; text-align: left; padding: 5px;"> MÉTHODE Phases (Croquis) </th> <th style="width: 25%; text-align: left; padding: 5px;"> Risques </th> <th style="width: 25%; text-align: left; padding: 5px;"> Prévention </th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td style="padding: 10px; vertical-align: top;"> <i>Décrivez à l'aide de phrases ou à l'aide de croquis Les différentes étapes de réalisation de la tâche...</i> </td> <td style="padding: 10px; vertical-align: top;"> <i>Enumérez les Risques issus des Différentes étapes. Attention : un Risque se décrit Ses conséquences..</i> </td> <td style="padding: 10px; vertical-align: top;"> <i>Décrivez les Mesures prises Pour maîtriser Les risques</i> </td> </tr> <tr> <td style="height: 150px;"></td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table>		MÉTHODE Phases (Croquis)	Risques	Prévention	<i>Décrivez à l'aide de phrases ou à l'aide de croquis Les différentes étapes de réalisation de la tâche...</i>	<i>Enumérez les Risques issus des Différentes étapes. Attention : un Risque se décrit Ses conséquences..</i>	<i>Décrivez les Mesures prises Pour maîtriser Les risques</i>			
MÉTHODE Phases (Croquis)	Risques	Prévention								
<i>Décrivez à l'aide de phrases ou à l'aide de croquis Les différentes étapes de réalisation de la tâche...</i>	<i>Enumérez les Risques issus des Différentes étapes. Attention : un Risque se décrit Ses conséquences..</i>	<i>Décrivez les Mesures prises Pour maîtriser Les risques</i>								
MOYENS MIS A LA DISPOSITION DES AUTRES INTERVENANTS: <i>Indiquez ici les moyens que vous laissez à la disposition des autres intervenants (échafaudage par exemple...)</i>	MOYENS MIS A LA DISPOSITION PAR LES AUTRES INTERVENANTS: <i>Indiquez ici les moyens mis à disposition pour Vous par les autres (grue, chariot élévateur par exemple...)</i>									
CONTRÔLE <i>Indiquez ici les mesures que vous comptez prendre pour vérifier la réalité de la mise en œuvre des Moyens de prévention...</i>										

3.6. - Analyse et prévention des risques importés et exportés

Ce tableau est à renseigner lorsque vos travaux se déroulent avec ceux de plusieurs autres entreprises dans un même lieu

ENTREPRISE:	Date
CHANTIER:	Lieu:
TACHE:	Pilote:

ANALYSE DES RISQUES:	
<p>Activités interférentes Risques</p> <p><i>Indiquez ici les risques que vous pouvez faire Courir aux autres intervenants du chantier...</i></p> <p><i>Indiquez ici les risques que les aux autres intervenants du chantier peuvent vous faire Courir ...</i></p>	<p>Prévention</p> <p><i>Indiquez ici les mesures de prévention que Vous comptez prendre pour maîtriser ces Risques...Ainsi que celles qui devraient être Prise par le coordonnateur SPS...</i></p>

CONTROLE:
<i>Indiquez ici les mesures que vous comptez prendre pour vérifier la réalité de la mise en œuvre des Moyens de prévention...</i>

3.7. - Analyse et prévention des risques inhérents au chantier et à son environnement :

Indiquez ici les risques liés à l'environnement du chantier. Ils doivent être décrits dans le PGC du Coordonnateur SPS :

Environnement	Risques	Prévention
<i>Décrivez ici l'origine du risque : présence d'une ligne électrique aérienne par exemple...</i>	<i>Décrivez ici le risque : Electrocution par exemple...</i>	<i>Décrivez ici les mesures de préventions prises : gainage de la ligne avant intervention par exemple...Indiquez qui doit réaliser la prestation...</i>

IV - MESURES DE SECURITE ET DE SECOURS

4.1 Consignes générales de sécurité :

Cette partie est à remplir en fonction du PGC des renseignements fournis par le Coordonnateur SPS. Vous serez amené à écrire par exemple :

- *Accès du chantier strictement interdit à toute personne étrangère au chantier*
 - *Port du casque et des chaussures de sécurité, obligatoire*
 - *Respect des dispositifs de sécurité en place*
 - *Suivre les règles de circulation des personnes et engins sur les lieux de travail*
 - *Assurer l'ordre et la propreté de son poste de travail*
 - *Interdiction aux personnes non habilitées d'accéder aux armoires électriques ou de conduire des engins ou de manipuler des produits dangereux*
 - *Stocker les produits toxiques ou inflammables dans un lieux spécialement destiné.*
- Etc...*

4.2 Consignes particulières au chantier :

Cette partie est à remplir en fonction du PGC des renseignements fournis par le Coordonnateur SPS. Vous serez amené à écrire par exemple :

- *L'accès au chantier se fera par la rue.*
- *Les véhicules stationneront devant la clôture de chantier sur l'aire prévue à cet effet.*
- *Le personnel se rendra sur chantier par ses propres moyens (véhicule personnel) etc...*

4.3 - Dispositions en matière de secours et d'évacuation des personnels de chantier en cas d'accident :

Enumérez les consignes à observer pour assurer les premiers secours aux victimes d'accidents:

*Le chef de chantier supprime la cause de danger pour éviter un autre accident
Il prévient les secours.
Le ou les secouristes présents sur le site donnent les premiers soins.
Un secouriste reste avec la victime*

*Indiquez les personnes formées au secourisme et prévues dans vos effectifs sur ce chantier.
Indiquez comment il est possible de les reconnaître (autocollant SST collé sur le casque par exemple...).*

Indiquez l'endroit où se trouvera la trousse à pharmacie de l'équipe. Enumérez son contenu type.

Indiquez les numéros d'appel en cas d'urgence en remplissant la fiche en cas d'accident jointe en annexe D

5 - AVIS / COMMENTAIRES / SIGNATURES

Etabli le : *date*

Rédigé par :

Signature et cachet de l'entreprise

Délégués du Personnel : *noms et signatures*

Médecine du Travail : *noms et signatures*

Membres du CISSCT : *noms et signatures*

Cette annexe est à remplir si cela s'avère intéressant : elle peut vous permettre de dimensionner des moyens pour limiter les manutentions manuelles. En fonction de ce que vous aurez à transporter, vous déciderez s'il est intéressant de louer un chariot manuel par exemple... Vous pourrez aussi vous en servir pour dimensionner les surfaces de stockage nécessaires et négocier avec le coordonnateur SPS leur implantation le plus près possible de vos postes de travail...

ANNEXE A

Matériel, matériaux	Longueur, largeur, hauteur	Poids	Nb	Total poids	Distances verticales et horizontales	Moyens de manutention

Cette annexe est à remplir si cela s'avère intéressant : elle vous permet de traiter des risques particuliers à l'emploi de certains matériels. L'utilisation de moyen de levage par exemple peut être traité à part. L'intérêt de le traiter à part provient du fait que l'on évite les répétitions dans toutes le fiches de taches où on utilise ces moyens de levage...

ANNEXE B

Les risques liés à l'utilisation du matériel

Outillage utilisé	Risques prévisibles	Prévention et protection

ANNEXE C

PLANNING PREVU DE CHANTIER

ANNEXE D

PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

PERMIS DE FEU



Instructions impératives de sécurité



1. Avant le début ou la reprise de travail :

- ☐ Vérifier que le matériel utilisé soit en parfait état (tension électrique convenable, tuyaux,...)
- ☐ Eloigner, protéger ou couvrir de bâches ignifugées tous les matériaux ou installations combustibles ou inflammables, en particulier ceux placés derrière des cloisons se trouvant à proximité du lieu de travail.
- ☐ Si le travail est effectué sur un volume creux (cuve, réservoirs, tuyauterie,...), s'assurer que son dégazage est effectif.
- ☐ Prendre soin de couvrir toutes les ouvertures, interstices, fissures, etc... à l'aide de plaques métalliques, sable, bâches,...
- ☐ Prendre soin de dégager tout matériel combustible ou inflammable des conduites ou tuyauteries traitées.
- ☐ Disposer à portée immédiate les moyens de lutte contre le feu et les moyens d'alarmes. Les moyens de lutte contre le feu devront au minimum comprendre un extincteur à eau pulvérisée de 9 litres et un extincteur approprié à l'extinction d'un feu naissant à proximité des travaux.
- ☐ Mettre en œuvre les dispositions nécessaires afin d'éviter le déclenchement intempestif du système de détection ou d'extinction automatique.
- ☐ Désigner une personne ayant connaissance des mesures de sécurité.
- ☐ Etablir et faire signer le permis de feu.

2. Pendant le travail :

- ☐ Surveiller attentivement les projections incandescentes et leurs points de chute.
- ☐ Ne déposer les objets chauffés que sur des supports qui ne craignent pas la chaleur et qui en empêche toute propagation.

3. Après le travail :

- ☐ Remettre en service le système de détection ou d'extinction automatique préalablement neutralisé.
- ☐ Procéder à une inspection minutieuse du lieu de travail, des locaux adjacents et des environs pouvant être concernés par la projection d'étincelles ou par le transfert de chaleur.

- ☐ Maintenir une surveillance rigoureuse pendant les 2 heures suivant la fin des travaux. En cas d'impossibilité, faire cesser le travail sur point chaud 2 heures avant la fin d'activité générale de l'établissement et faire effectuer des rondes.

10.3. CLIN :

PRO CLIN 003 Conduite à tenir en cas de travaux

ANNEXE 1

RECOMMANDATIONS CONCERNANT LES MESURES PRÉVENTIVES			Risque faible	Risque modéré	Risque élevé
ENTREPRENEURS/PERSONNEL DE MAINTENANCE					
Elimination des poussières					
1. Nettoyer quotidiennement les zones de travail et de façon hebdomadaire l'ensemble du chantier					
2. Utiliser des méthodes réduisant le plus possible la génération de poussières :					
- Choix constructif, choix des outils et matériaux (ex : ponceuse avec aspirateur, ...)					
3. Prendre des moyens pour réduire le plus possible la dispersion des poussières :					
- Vaporiser de l'eau sur les surfaces (pendant les travaux de coupe, terrassement, ...)					
- Sceller les fenêtres et portes avec un ruban adhésif					
- Sceller les bouches de traitement d'air					
- Mettre en place un dispositif au sol de captage de la poussière (ex : drap humide, ...)					
4. Eriger un écran anti-poussière					
5. Mettre un SAS					
- Les ouvriers doivent porter une tenue vestimentaire et la changer quand ils se rendent au chantier à travers un SAS obligatoire					
6. Les trous dans les murs doivent être réparés dans les 8 heures ou scellés temporairement					
Ventilation					
7. Fermer le système de ventilation dans la zone de travaux					
8. Vérifier si les filtres, dans la zone de construction, doivent être changés/nettoyés après la fin des travaux					
9. Veiller à ce que l'air soit évacué directement vers l'extérieur, loin des reprises d'air neuf					
10. Contrôler les prises d'air filtré					
11. Veiller à ce que la zone des travaux soit maintenue en pression négative					
12. Veiller à ce que les systèmes de ventilation fonctionnent correctement dans les zones adjacentes					
13. Faire un contrôle à la fin des travaux (prélèvements d'air et de surface à la recherche d'Aspergillus)					
Elimination des débris					
14. Placer les débris dans des contenants fermés ou les recouvrir d'une bâche humide avant transport					
15. Eliminer les débris quotidiennement					
16. Nettoyer la zone des travaux chaque jour avec un aspirateur muni d'un filtre absolu chaque jour					
Travaux de plomberie					
17. Vidanger les conduites d'eau avant de les réutiliser					
18. Désinfecter le réseau avant réutilisation					
19. Veiller que la température de l'eau soit conforme aux normes					
20. Purger périodiquement le réseau d'eau stagnant (en assurer la traçabilité)					
21. Envisager d'hyperchlorer ou de surchauffer le réseau d'eau pendant le chantier					
22. Faire un contrôle de l'eau (à préciser : <i>Legionella</i> , potabilité, ...)					
Contrôle de la circulation					
23. Etablir un plan de circulation des ouvriers, des matériaux, camions et engins de chantier					
24. Etablir un plan de circulation des ouvriers qui évite les aires de soins					
PERSONNEL MEDICAL/INFIRMIER					
Construction/rénovation					
25. Réduire le plus possible l'exposition des patients aux zones de travaux					
26. Renforcer les prestations ménage du secteur à risque et de ses abords					
27. Protéger l'équipement et les fournitures destinés aux soins des patients					
28. Veiller à ce que les patients et le personnel ne s'approchent pas de la zone des travaux					
29. Identifier les patients à haut risque "aspergillaire"					
30. Déplacer les patients à haut risque qui sont hébergés à proximité des travaux					
31. Protéger les patients à haut risque s'ils sortent de leur secteur d'hospitalisation (port d'appareil de protection respiratoire)					
32. Veiller au bionettoyage (murs compris) de la zone de travaux à la fin des travaux					
Travaux de plomberie					
33. Signaler tout changement de coloration de l'eau ou les fuites d'eau	X	X	X		

5

Document extrait de « Grille d'évaluation et mesures de prévention du risque infectieux suivant la nature des travaux » CCLIN Sud ouest novembre 2006

10.4. Fiche déclaration du sous-traitant :

FICHE DE DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE

Chantier :

Entreprise titulaire :

.....

NOM du Représentant :

Adresse :

Tél :

Fax :

Désignation du lot :

Montant (HT) sous-traité :

Entreprise sous-traitante :

.....

NOM du Représentant :

Adresse :

Tél :

Fax :

Désignation du lot :

Montant (HT) sous-traité :

Date de l'intervention :

Durée de l'intervention :

Effectif sur le chantier :

VISA et SIGNATURE DU REPRESENTANT
DE L'ENTREPRISE TITULAIRE

VISA et SIGNATURE DU REPRESENTANT
DE L'ENTREPRISE SOUS-TRAITANTE

10.5. Questionnaire préalable :

QUESTIONNAIRE PREALABLE A L'ORGANISATION DU CHANTIER

CHANTIER :

NOM de l'Entreprise :

Activité :

Lot :

Adresse :

NOM du Dirigeant :

NOM du Conducteur de Travaux :

Tél : Fax :

Énumération des différentes tâches réalisées par l'entreprise :
.....
.....
.....

Sous-traitant :

Énumération des différentes tâches éventuellement sous-traitées :
.....

Effectif moyen :

Effectif maximum :

Date de l'intervention :

Durée de l'intervention :

Liste du personnel secouriste :
.....
.....
.....
.....

Besoin d'un réfectoire : oui - non

Besoin en surface (vestiaires, stockages...) :
.....
.....

A RETOURNER A :

EXECO

Marc Morisset

4, rue Saint Aubin – Pointel 61220

Fait à

Le

Cachet et Signature

10.6. Fiche d'appels « EN CAS D'ACCIDENT » à compléter selon l'opération :

EN CAS D'ACCIDENT

Appelez les Pompiers



et dites :

1. ICI CHANTIER, CPAM de FLERS.

264) Adresse : accès à préciser en fonction de l'emplacement de l'accident, de l'accès le plus direct et sécurisé pour l'intervention des secours :

53, impasse FOUCHARD 61100 FLERS

Chaque responsable de chantier doit être en mesure de designer clairement et d'identifier sa position, mais aussi par points GPS et transmettre les coordonnées GPS aux secours.

En approche une ou des personnes physiques seront disposées en conséquence pour guider les secours.

Téléphone :

2. PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4. FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

**NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER
A PREVENIR IMMEDIATEMENT**

**INSPECTION DU TRAVAIL
CARSAT ex CRAM Sce
PREVENTION**

02.33.82.54.00
02.31.16.89.30

**OPPBTP
SAMU**

**MEDECINE DU
TRAVAIL**

02.31.44.23.61
15

NUMEROS UTILES POUR L'ENCADREMENT

**GENDARMERIE
SECOURS EDF**

17
0810.501.900

**CENTRE ANTI-POISON
SECOURS GDF**
